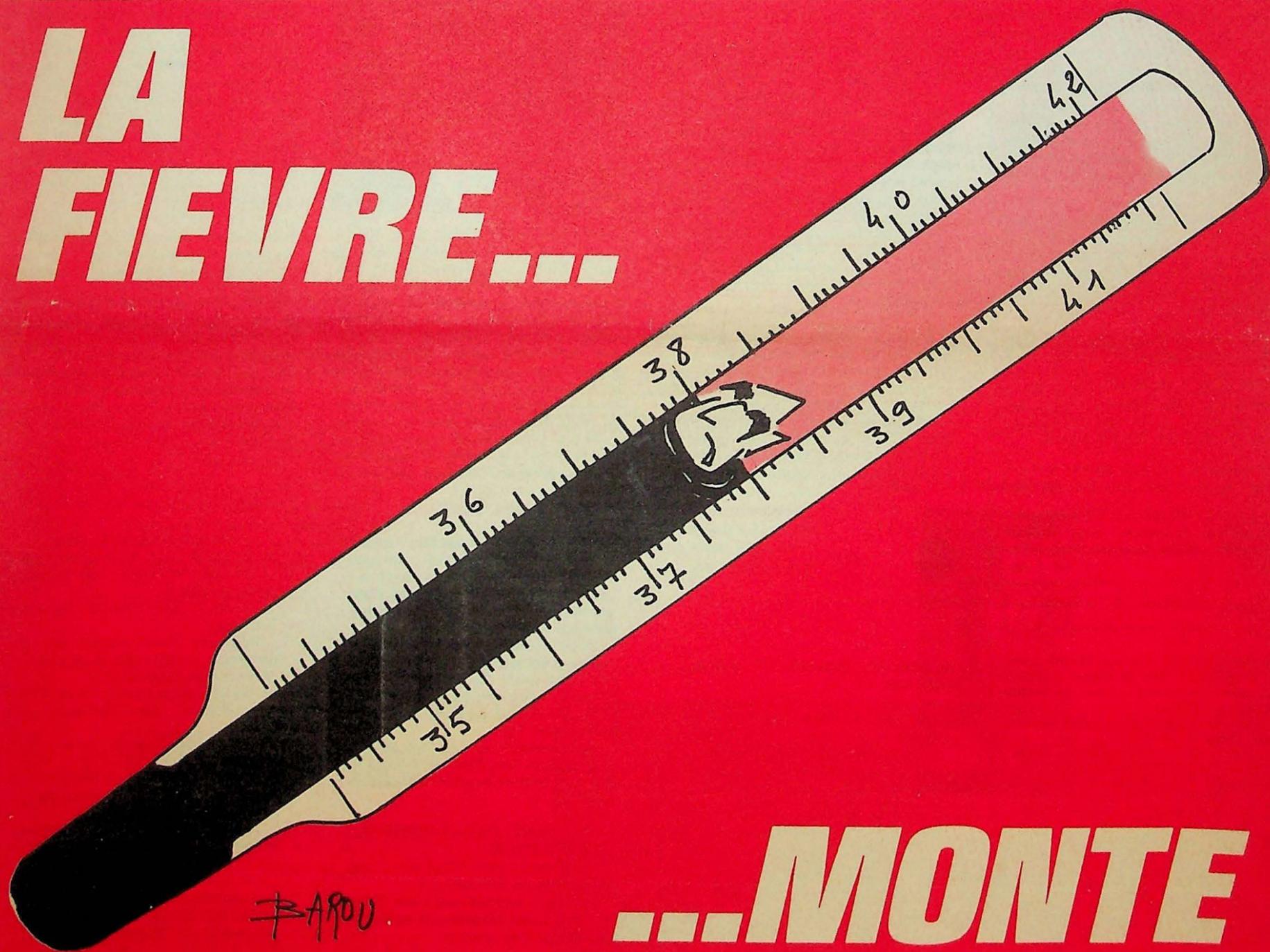


# tribune

**PSU**

## socialiste

**LA  
FIEVRE...**



**...MONTE**

● **PUTEAUX**  
Chicago-  
Sur-Seine

● **AVORTEMENT**  
Ogino frappe  
à Besançon

● **CHAPUIS**  
sur  
le débat  
PC-PSU

Directeur politique : Gérard FERAN.  
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.  
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.  
Collectif de rédaction : Robert DES-  
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-  
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François  
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue  
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :  
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE  
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

# 7 JOURS DANS T.S.



## POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

- 1 Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
- 2 Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

## CALENDRIER POLITIQUE

● 30/31 mars à Herblay (Val d'Oise) : MJC, chemin de Montigny - Fête populaire organisé par des travailleurs Portugais : « Le peuple portugais en lutte contre le colonialisme », films, dîner, chansons, théâtre.

● 4 avril, 20 h 30 à Annemasse (Savoie) : MJC, « Maison pour tous », rue du 8 mai - Conférence-débat : « Les Palestiniens, le pétrole et la diplomatie » avec Pierre-Luc Séguillon (de T.C.).

● 4 avril à Toulouse : meeting avec Michel Rocard.

● 4 avril à St-Brieuc : réunion-débat des associations culturelles sur les partis politiques - présentation du PSU par Gérard Féran.

● 5 avril à Argenteuil (Val d'Oise) : meeting avec Georges Constantin.

● 9 avril à Besançon : meeting sur les luttes actuelles avec Robert Chapuis, Alain Rannou, Victor Leduc.

● Pendant les vacances, l'UNEF met à la disposition des étudiants désirant travailler un certain nombre de postes d'emplois divers.

Les inscriptions sont prises au service social de l'UNEF

Tour centrale - Salle 404 - 4e étage  
Faculté des Sciences Jussieu Paris  
tél. 336.25.25 - poste 56.52

## POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

■ Napoléon d'opérette, légionnaire à la Tino Rossi, Messmer s'en va-t-en Corse. A Roissy-en-Gaulle, ce fut du fumigène. Cette fois, dans l'île de Beauté, c'est du lacrymogène. Là, un trouble-fête d'extrême-droite : folle politique. Ici, tout bonnement, un garde-moblie. Mais un garde-moblie en « dépression nerveuse », tout juste sorti de l'asile psychiatrique. Un fou, quoi. On se retrouve dans l'anormalité. Ouf ! « Fou » aussi était ce « pirate des ondes » qui, l'autre soir à RTL, armé d'un pistolet et d'une grenade factice — même pas lacrymogène — avait décidé de prendre la parole. Il fallait en effet être bien « fou » pour prétendre ainsi émerger de l'anesthésie quasi-générale. Mais qui, des aboyeurs radiophoniques ou des plumitifs de la presse aux ordres, s'interrogea sur les causes de cette « folie » ? Qui, aujourd'hui, cherche à comprendre le pourquoi d'une dépression de garde-moblie ?

■ Avant de fondre en larmes (de crocodile ou de rage ?) sous les émanations de « son » gardien de l'ordre - juste retour des choses -, Chirac avait commis dans France-Soir une analyse tout à fait digne de son prédécesseur. Alors que Marcellin ne jurait que par « complot international », le nouveau et jeune ministre de l'Intérieur, lui, monte d'un cran en situant ses préoccupations de chien de garde dans « un monde qui connaît des crispations en tous genres ». — Voilà qui est diagnostiqué : le garde-moblie de Corte n'est rien moins qu'un « crispé ».

■ Et des « crispés » dans la police, ce n'est pas ce qui manque par ces temps qui font courir. Au hasard, parmi tous ces faits/méfais qui ont pu rejoindre l'actualité : à Belfort, dimanche 24, un « gardien de la paix » de 31 ans tire à bout portant et blesse grièvement un gamin de 18 ans, sous prétexte qu'il faisait trop de bruit avec son cyclomoteur.

La victime, Mario Gonzales — encore un métèque ! — et le flic habitaient tous deux dans le même HLM...

Le samedi d'avant, à Paris, au Pont de Bir-Hakeim, à la fin de la « manif' à vélo », un autre flic sort en furie de la « voiture-pie » entourée des cyclistes en joie, et braque son pistolet sur la foule. Ses collègues parviennent à le ramener à la raison. Etait-il atteint, lui aussi d'une « dépression nerveuse » ? Ou simplement « crispé », ce prétorien de Chirac ? « Manque de sang-froid » déduira, lapidaire, « Le Point » de la semaine dernière, qui publie la photo de la scène et que nous nous autorisons à reproduire ci-dessous — une fois n'est pas coutume.



■ Pour un peu, on se laisserait aller à la « flicomanie ». Etat pathologique, là aussi ? En fait, on sait bien qui est malade. On sait bien aussi que, lorsqu'un président est « souffrant », c'est le pouvoir qu'il incarne qui va mal. Tout entier. Le cocher s'enrhume — ou pire — et c'est l'attelage qui est frappé de grippe. Et partout sur son passage, « la fièvre monte ». Faudra-t-il, comme aux lépreux d'antan, lui mettre des crécelles dans la main ou bien — version moderne — lui accrocher par derrière un chapelet de boîtes à conserves pour se prémunir du mal galopant ?

Cette épidémie ne nous est pas destinée et pourtant, nous autres, de l'autre côté de la barricade, nous ne nous sentons pas à l'abri. Pas entièrement. Comme si nous ne savions pas notre force qui est celle de la vie vraie, et qui vaut bien tous les vaccins. Et, il faut l'admettre encore, nous ne maîtrisons pas cette force tranquille. Aurlions-nous donc peur de sa puissance, pour que nous nous retrouvions ainsi recroquevillés dans ce que, souvent ici, nous appelons la « mentalité d'assistés » ?

■ Jamais encore nous n'avons autant parlé de fascisme. Et il y a quelque complaisance à recouvrir de ce mot tout ce qui se passe « en face ». Il ne s'agit pas seulement de dénoncer mais aussi de comprendre. Comprendre l'Histoire, telle que nous la vivons et telle que nous voulons la faire, avant qu'elle ne soit fossilisée dans les manuels scolaires. La complaisance, c'est de croire et faire croire que tout vient de l'autre côté, sans nous interroger sur nos propres faiblesses, sur nos responsabilités. Qu'avons nous fait, qu'aurions nous dû faire pour que le SAC de Marseille ne se croie autorisé à saccager — c'est bien le mot ! — les locaux du journal Libération ? Pour que ce garde-chasse d'Herblay ne se permette de tirer — comme un vulgaire flic « crispé » — sur deux jeunes motocyclistes ?

■ Mais hola ! assez pour aujourd'hui. On cause, on cause... Et ce TS, qu'y a-t-il dedans ? Et qu'est-ce qui manque, surtout ? Le lock-out aux Chantiers de Saint-Nazaire, la reprise ambiguë dans les Houillères de Lorraine, cette grève de la faim des Pakistanais qui, à Paris, diffusent France-Soir à la criée pour 12 F par jour... Et tout ce que nous avons dû arbitrairement écarter par manque de place : vous connaissez la rengaine. Pour le reste, voyez vous-mêmes.

Gérard BOREL ■

## ● vie du parti

### ● TRAVAIL SOCIAL ET AUTO-GESTION

— Qu'est-ce qu'une perspective « autogestionnaire » dans le travail social ?

— Comment évolueront les rapports animateurs/animés, éducateurs/éduqués, assistants/assistés ?

La commission « sociale - cadre de vie » en place depuis quelques mois, cherche, en liaison avec les travailleurs du secteur, à coordonner les luttes pour le contrôle populaire sur le front social.

Nous demandons à tous les travailleurs sociaux du parti concernés par cette lutte, de participer nombreux au week-end de formation qui aura lieu les 6-7 avril, 9 rue Borromée - Paris 15e.

Le logement sera assuré et une péréquation des frais sera organisée. Inscription auprès des fédérations.

### ● PENDANT VOS VACANCES... LA FORMATION

Notez dès aujourd'hui les dates des stages de formation :

— Stage entreprises - du 23 au 26 mai à Caen, réservé aux militants du secteur Entreprises

### — Stages nationaux d'été

- 22 au 28 juillet à St-Brieuc
- 25 au 31 août aux Guions (Hautes-Alpes)
- 25 au 31 août dans la région de Toulouse

Pour ces divers stages, les programmes seront axés autour de :

- le mouvement ouvrier
- les réponses politiques du PSU
- structures, vie et animation du Parti
- les instruments d'analyse marxiste

— Stage Affiche et sérigraphie du 19 au 23 août aux Guions (stage mi-vacances, mi-formation)

— Enfin, vous pouvez passer d'agréables vacances en juillet et août aux Guions.

— Une plaquette sera prochainement disponible dans les fédérations ; elle donnera tous les renseignements sur les stages.

## P.S.U. DOCUMENTATION

Vient de paraître :

- N° 56-57 : Sionisme et Libération Palestinienne ..... 2,00
- N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre ..... 3,00

Numéros disponibles :

- N° 29-30 : Nationalisation et révolution ..... 2,00
- N° 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie ..... 3,50
- N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université ..... 3,00
- N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile? ..... 1,50
- N° 50 : L'autogestion ..... 1,00
- N° 51 : Le recrutement ..... 1,00
- N° 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école ..... 3,00
- N° 55 : L'exploitation capitaliste ..... 1,00

Abonnement : 20 numéros : F 20,00

A adresser à : SYROS 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19.706.28 Paris

# au delà des rumeurs

**C**e ne sont que rumeurs, hypothèses, supputations, nul n'ose le dire ouvertement. Mais chacun s'y prépare, tout en jouant de la délicatesse et de la pudeur. Les hebdomadaires du lundi y consacrent au moins un article, et le moindre bulletin de santé ou la non-participation à une manifestation publique permettent la justification hypocrite de ces émois.

Il n'est pourtant pas nécessaire d'argumenter à partir d'informations vraies ou fausses, car il est clair que la nature des mesures économiques prises montre déjà que l'on prépare un terrain électoral. Il ne s'agit surtout pas d'un plan à moyen terme pour répondre à une situation, mais de la simple nécessité d'agir pour gagner encore un peu de temps.

## gagner quelques mois

Finies les promesses démagogiques du Programme de Provins, envolée la mâle assurance qui faisait affirmer, il y a encore deux mois, que la situation était bonne et que tout allait bien. Cette fois, tout va mal, et en jouant beaucoup sur la crainte et la peur de l'avenir — un jeu sur quelques mesures qui donnent une apparence de crédibilité — on gagne les quelques mois qui permettront de mieux préparer les solutions de rechange.

L'ensemble des mesures peut en effet, d'ici l'automne, réduire provisoirement la courbe inflationniste, assurer une relance de la consommation intérieure par le dégauchement du solde des impôts plus important qu'à l'habitude, donner si nécessaire un coup de fouet à l'économie.

Un équilibre provisoire, fragile est possible, permettant ainsi de manigancer rapidement, comme on fait un mauvais coup, une opération électorale... Ce ne sont que des hypothèses, mais dans une situation truquée, où rien n'est apparent, où tout se négocie dans les ruelles du pouvoir, il ne reste que ce jeu presque puéril de la

politique-fiction, ce qui fait dire au « Monde » : « que l'état de santé de M. Pompidou entretient un climat d'incertitude politique » !

Mais il y a des certitudes, et qui sont importantes. Du côté de la classe ouvrière, la combativité augmente, les luttes se développent, prenant des formes plus incisives (Lip fait école !) et touchant de nouvelles catégories de travailleurs (employés de banques, par exemple). Et il faudrait encore parler des lycéens et des élèves de C.E.T...

## deux grands axes

Ces luttes s'articulent autour de deux grands axes : maintien du pouvoir d'achat et défense de l'emploi ; amélioration des conditions de travail. Et ce sont les impératifs de la période quand on sait que nous sommes partis pour un taux d'inflation de 15 % en 1974, sans compter le rattrapage de ce qui a déjà été perdu (Messmer a clairement indiqué qu'on se contenterait de compenser la hausse des prix après coup). Et quand on sait qu'il y a officiellement 500 000 chômeurs (en fait, 650 000 à 700 000 réels) et qu'avec la diminution de l'activité de certaines branches (construction aéronautique, automobile, textile, chimie) et l'arrivée des jeunes sur le marché du travail, c'est probablement un chiffre de 800 000 à 900 000 chômeurs qu'il faut attendre pour l'automne.

Toutes ces luttes actuelles ont commencé à unifier les catégories de travailleurs sur des mots d'ordre communs comme dans les banques. Le mouvement doit s'élargir, car les menaces sur l'emploi et le pouvoir d'achat touchent toutes les catégories de travailleurs. Nous répétons cela depuis plusieurs mois et le développement des luttes sociales confirme nos analyses. La prise de conscience de classe se développe chez les travailleurs du tertiaire qui ont vu leur travail devenir proche de celui de l'industrie (division du travail, hiérarchie, forme de qualification, etc.) ainsi que chez les travailleurs

agricoles (encore rivaux souvent) qui quittent la terre pour aller à l'usine (Normandie, Bretagne...). Les revendications anti-hiérarchiques s'étendent, y compris dans les rangs de la C.G.T.

Mais apparaît la difficulté de faire la jonction entre la situation locale et les enjeux nationaux (Rateau, Saviem, St. Nazaire). Cela tient en partie aux directions syndicales, mais aussi en partie à l'incertitude politique des travailleurs : pourquoi s'élever au niveau national si c'est pour faire une simple démonstration de force type « 6 décembre 73 », en fait inopérante ?

## pas assez crédible

Les travailleurs se demandent si finalement un changement politique est possible : la gauche n'apparaît pas assez crédible et sa capacité d'initiative politique semble encore réduite à côté de celle du gouvernement.

Il est donc à craindre que l'on voie se développer à la fois une certaine mobilisation sociale et une certaine démobilité politique. Cette évolution offrirait au gouvernement le répit dont il a besoin et lui permettrait de franchir les prochaines étapes politiques sans grand danger et de se donner ensuite les moyens de juguler ou de canaliser les mouvements sociaux.

Alors, il n'y a pas de temps à perdre : plus que jamais il s'agit de développer le courant autogestionnaire, en réponse aux aspirations sociales, et la réalisation de l'unité populaire, afin de donner un débouché politique aux luttes sociales. La priorité est à l'action claire des forces populaires. Et ne nous laissons pas embourber dans les rumeurs, supputations et autres incertitudes du pouvoir actuel.

Georges CONSTANTIN

# La vie augmente

Quand on nous dit :  
La vie augmente, ce n'est pas

Que le corps des femmes  
Deviens plus vaste, que les arbres

Se sont mis à monter  
Par-dessus les nuages,

Que l'on peut voyager  
Dans la moindre des fleurs,

Que les amants  
Peuvent des jours entiers rester à s'épouser

Mais c'est, tout simplement,  
Qu'il devient difficile  
De vivre simplement.



Guillevic  
(« Gagner » - Gallimard)

# INACCEPTABLE !

**Au seuil de la guerre, Churchill proposait à son peuple « de la sueur, des larmes et du sang ». Lorsque l'existence même d'une nation est en péril, il y a là un programme terrible, mais nécessaire. Toutes proportions gardées, c'est un peu un programme de guerre que le gouvernement français vient à son tour de proposer. Est-il nécessaire, est-il acceptable ? Répondre à ces questions, c'est s'engager, bien au-delà de la technique économique et financière, sur le terrain du présent et de l'avenir de notre société.**

Sans entrer inutilement dans le détail des mesures annoncées par MM. Messmer et Giscard d'Estaing, il faut en retenir la volonté du gouvernement que le pouvoir d'achat ne s'améliore pas au cours de cette année. Si cette volonté passe dans les faits, ce sera la première fois depuis la guerre qu'une telle stagnation du pouvoir d'achat moyen signifie qu'il y aura régression pour certaines catégories de travailleurs.

Si nous suivons pas à pas l'argumentation du ministre des finances, celle-ci est apparemment irréfutable : la production progressera de 3,8 % en 1974 : sur ce total, 2,5 % sont absorbés par l'augmentation en valeur du coût des importations (en particulier les hydrocarbures) ; le reste soit 1,3 % doit être affecté aux investissements (nécessaires pour ne pas compromettre la croissance des années à venir) ainsi qu'à la progression du pouvoir d'achat du SMIC. Par conséquent, il ne reste rien pour l'accroissement des revenus, autres que le SMIC.

## une police des salaires

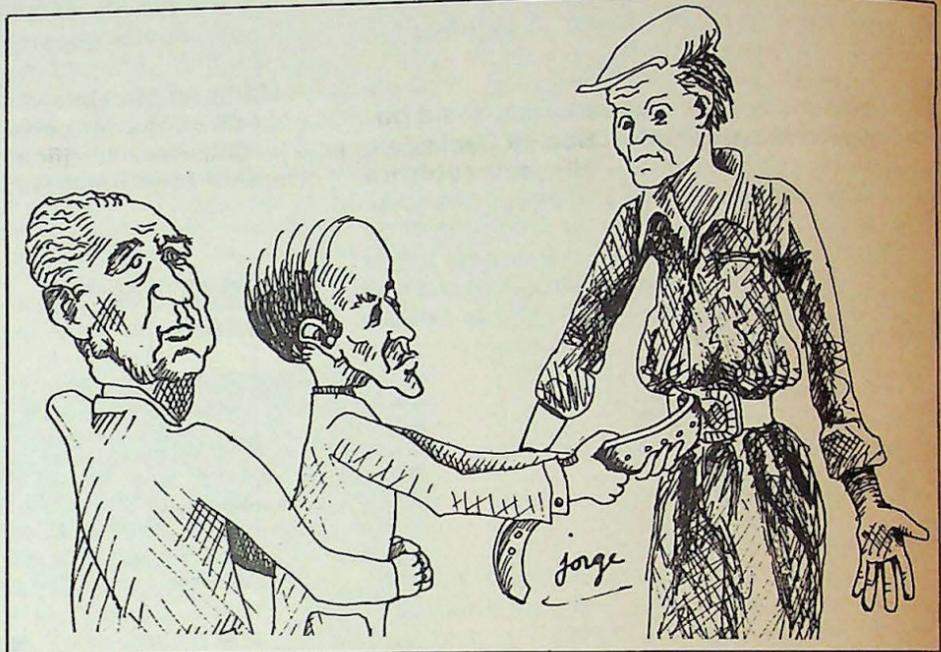
On serait convaincu de la logique parfaite de cette démonstration si elle ne laissait dans l'ombre deux aspects essentiels du problème. Le premier est celui des moyens par lesquels le gouvernement compte faire respecter cette arithmétique et le second est celui des conditions socio-économiques générales dans lesquelles elle se situe.

Les moyens sont simples : la police des salaires. Les pouvoirs publics s'approprient à user à cet égard d'une arme nouvelle qui consiste à menacer les chefs d'entreprise de ne pas accepter que les augmentations de salaires soient comptabilisées dans leurs char-

ges et à ce titre, déductibles du bénéfice fiscal. Autrement dit, les patrons ne sont pas empêchés d'augmenter les salaires mais s'ils le font, ils devront les financer sur leurs profits. Voilà assurément une incitation efficace ! Mais les autres revenus ? Le plan du gouvernement n'en souffle mot : il n'est question ni des revenus des professions libérales, dont chacun sait très bien qu'ils sont l'objet de la plus forte fraude fiscale, ni des profits proprement dits. Mis à part la soupape de sécurité SMIC, l'austérité visera donc exclusivement les salaires. Et l'on s'étonne après cela que les syndicats soient hostiles à la « politique des revenus » ! Mais chaque fois qu'on a utilisé cette formule, c'est pour mettre en place une police des salaires.

Reste le fond du problème. La croissance rapide du pouvoir d'achat monétaire est-elle indéfiniment possible ? Disons le clairement, nous ne le pensons pas. Et voici pourquoi. Bien que la croissance soit un des phénomènes les plus complexes que l'économiste ait à expliquer on peut, sans céder au simplisme, lui donner deux causes : premièrement l'augmentation de la quantité de travail (par croissance démographique, allongement de la durée du travail et entrée dans la population active de nouvelles catégories telles que les femmes) et l'amélioration de sa qualité grâce à l'enseignement général et la formation professionnelle ; deuxièmement le progrès scientifique et technique avec tout ce que celui-ci recouvre comme inventions et procédés nouveaux et comme meilleures méthodes d'organisation du travail et des processus de production.

Ces deux causes donnent donc naissance à la croissance ou, plus exactement, à la croissance absolue. Car il existe une autre forme de croissance, relative cette fois, et qui consiste pour les économies dominantes à s'appro-



prier, en les sous payant, le travail et les ressources des économies dominées pour leur propre bénéfice.

Or, il est certain que, si l'on regarde la situation des pays développés, les hausses qualitatives et quantitatives affectant le travail connaissent ou connaîtront bientôt un ralentissement, de même que le progrès technique risque de s'essouffler. Quant à l'exploitation du Tiers Monde, l'évolution récente des relations entre pays producteurs et pays consommateurs prouve qu'elle ne pourra sans doute pas durer longtemps.

## une autre croissance

Ainsi que le répète notre Parti, cette analyse ne tend aucunement à préconiser la croissance zéro. Elle vise simplement à démontrer que le type de croissance marchande développée par le capitalisme n'a pas d'avenir et qu'il faut construire une organisation socio-économique capable d'enrichir tous les aspects des activités humaines et non plus uniquement l'aspect de production de biens de consommation. Il est clair qu'une telle modification de la nature et de la croissance n'est possible que dans un cadre de justice économique et sociale : on n'imagine pas de décréter brusquement le statu quo dans une situation où l'échelle des revenus va de 1 à 40.

Or c'est précisément ce que fait aujourd'hui le gouvernement. Non seulement il ne saisit pas l'occasion de la crise pétrolière pour réorienter la croissance — Il est vrai qu'on n'attend pas ça de lui — mais de plus, il demande à tous les Français de faire un effort alors qu'il est évident que celui-ci est beaucoup plus dur pour les salariés du bas de l'échelle que pour les autres catégories de la population.

Ainsi, notre position en faveur d'une autre croissance nous amène à juger doublement inacceptables, sur le fond, les mesures gouvernementales : elles n'atténuent en rien au contraire, l'emprise du profit sur notre société et, en bloquant le pouvoir d'achat des salariés, elles aggravent l'injustice. Aujourd'hui plus que jamais, il apparaît que le capitalisme n'est pas en mesure de donner à la France une issue positive à la nouvelle situation économique internationale et nous avons dit pourquoi : seule une profonde égalité économique créerait les conditions d'une remise en cause de la croissance actuelle et d'une acceptation d'un effort national.

Mais depuis le temps qu'ils l'affrontent, les travailleurs savent que le capitalisme ne peut s'accommoder de l'égalité.

Jacques GALLUS ■

## PS : un congrès pour l'après-Mitterrand ?

**C'est le meilleur congrès qu'on pouvait rêver. Il ne s'est rien passé.** Cette réflexion d'un secrétaire national du PS illustre bien l'état d'esprit des congressistes socialistes, dimanche dernier, à Suresnes. Il est vrai que le parti de François Mitterrand a su éviter les vagues. Ou les canaliser. J'ai dit le parti de Mitterrand. De congrès en congrès, le PS apparaît en effet comme un rassemblement de militants d'abord réunis dans l'adoration du maître. Comment ne pas ressentir une gêne devant le type de liens qui s'est créé entre les adhérents et le 1er

secrétaire, devant le numéro de *prima dona* que celui-ci se permet devant eux ?

Mitterrand a réussi son pari : jamais depuis Thorez (et avec des mécanismes psycho-politiques différents) une telle personnalisation n'avait existé dans la gauche française. Le leader peut désormais adopter tranquillement devant son propre parti son nouveau ton « présidentiel », le ton de celui qui veut être le « **Président de tous les Français** », selon la formule reprise d'Alain Poher qu'il a employée sans sourciller devant le micro de RTL samedi.

Cette « **vedettisation** » pose bien sûr un grave problème d'avenir au PS : que deviendra le parti quand Mitterrand ne sera plus à sa tête ? Sur une base sociologique différente de celle de la SFIO, Pierre Mauroy reconstitue patiemment, à partir du Nord-Pas-de-Calais et avec l'alliance des Bouches-du-Rhône, l'ancien empire molletiste et attend son heure. Et s'il est vrai que le CERES est apparu à Suresnes comme le courant le mieux or-

ganisé, et comme celui qui joue le rôle d'une force de proposition (créant l'événement, et obligeant les autres à se situer par rapport à ses thèmes), ne risque-t-il pas, comme la plupart des ex-conventionnels, de se retrouver après-demain minoritaire dans le parti de Mauroy ?

Les animateurs du CERES s'affirment conscients de ce danger. L'un d'eux m'explique : « **On a assez bien réussi notre coup jusqu'à ce congrès, en faisant le gros dos depuis quelques semaines. Mauroy avait commencé sa guerre contre nous à coup de bombes thermo-nucléaires : il n'en est même plus aux coups d'épingle ! Maintenant, il faut qu'on reprenne l'offensive. Mais on ne peut le faire que si on est sûr que la campagne présidentielle ne va pas démarrer : on ne peut quand même pas risquer d'affaiblir le parti pendant la campagne de Mitterrand. Et la maladie de Pompidou ne permet pas très bien de savoir combien de temps nous avons devant nous.** »

Si cette difficulté de la conjoncture pose un problème tactique, le choix de stratégie interne est clair au PS. Il consiste à savoir si, dans l'après-Mitterrand, le parti sera gouverné par les fédérations ou par les courants : c'est l'essentiel du débat Mauroy-CERES — et c'est ce qu'on a bien vu pendant ce congrès. Le CERES a sans doute marqué un point sur la rédaction du fameux article 16 : on ne modifie guère les modes proportionnels de désignation des dirigeants du parti, et ce sont les courants qui restent ici prépondérants. Mais Mauroy a su imposer son veto sur d'autres points essentiels : la création de sections (qui doit toujours être approuvée par les fédérations départementales), la possibilité de faire participer pleinement les sympathisants du parti aux Jeunesses socialistes (désormais refusée), les modalités de désignation de la « commission entreprises ».

Allons, décidément, loin d'être morte, la bonne vieille sociale démocratie nous promet encore de beaux jours !  
Gilbert HERCET ■

# AVORTEMENT

## Ogino frappe à Besançon...

**Agée de 38 ans, Monique est mère de huit enfants et enceinte de trois mois. Son état de santé ne lui permet plus de supporter cette neuvième grossesse. Son médecin de famille lui délivre un certificat médical attestant qu'elle doit subir un avortement thérapeutique. Comment en est-elle arrivée là ?**

**A**u début, aucune information sur la contraception. Dès le quatrième enfant, elle demande une contraception. En raison d'hépatites antérieures, il lui est impossible de prendre la pilule. Puis, du fait des maternités répétées, les autres contraceptifs ne sont plus efficaces.

Monique a donc frappé à toutes les portes pour se faire avorter puis stériliser. Stérilisation qu'elle réclamait au médecin depuis le mois d'octobre. Au bout de trois mois, elle est toujours enceinte ! Personne n'a voulu intervenir ! Elle vient donc consulter le MLAC de Besançon. Mais celui-ci ne peut satisfaire sa demande, vu l'état avancé de sa grossesse. Les militantes lui proposent une intervention en Angleterre, financée collectivement par les femmes que le groupe doit avorter à Besançon dans la semaine. Mais le lendemain, son état de santé s'aggrave subitement. Il faut faire l'avortement sur place et en milieu hospitalier.

Vendredi 22 mars dans le cadre de la campagne nationale pour la liberté de l'avortement et de la contraception, le MLAC organise une manifestation soutenue par le **PSU, Rouge, LO, GCL, Révolution**. C'est durant cette manifestation qu'une délégation composée de militantes du MLAC et de Monique se rend à la maternité du CHU, pour soutenir la jeune femme dans sa demande légitime auprès du professeur **Colette**, chef du service gynécologique.

### petit portrait

Mandarin de 50 ans qui fait régner la terreur dans son service. Pour arriver au bout des études gynécologiques, une seule solution avec lui : la fermer ! Méthodes contraceptives qu'il prône le plus volontiers : la méthode Ogino et le retrait ! Et c'est lui qui, à Besançon, est le grand chef du nouveau centre d'orthogénie à la sauce Neuwirth.



**E**lles revenaient en car d'Amsterdam. Pas pour le plaisir de contempler les canaux : parce que la loi, en France, interdit encore à une femme de choisir librement d'avoir ou non un bébé. Le car s'est arrêté, devant les grands magasins. Et elles ont parlé aux autres femmes qui étaient là, nombreuses. Et qui les ont écoutées, intéressées...

Après avoir procédé à l'examen gynécologique de Monique et décidé de son hospitalisation, M<sup>onsieur</sup> le Grand chef de la maternité a déclaré que tant que, lui, estimerait que la vie de la mère n'était pas en danger, il ne procéderait pas à un avortement thérapeutique. La vie, mais pas la santé ! Et pas plus la santé d'une mère de huit enfants. « **Et si demain la loi élargit les conditions qui permettent de pratiquer l'avortement, vous Monsieur le Professeur, chef d'un service public vous soustrairez-vous à la loi ?** » a demandé une militante. Réponse : « **Je ferai ce qu'il me plaît, comme d'habitude** ».

Comme tout cela ne plaisait pas à Monique, ni aux militantes du MLAC, elles décidèrent de rester à la maternité jusqu'à ce que Colette change d'avis. Et les voilà installées paisiblement dans le hall d'attente du rez-de-chaussée pour y passer la nuit. Elles suspendent une pancarte « **Permanence du MLAC** » et préparent la popularisation sur la ville.

Mais le lendemain matin, la police évacue brutalement les occupantes (giffes, injures, coups de matraques, confiscation de l'appareil photo d'un journaliste) et cela sous l'ordre du directeur de l'hôpital — qui pratique lui aussi, a-t-il confié, la méthode du retrait — et du conseil d'administration de l'établisse-

ment dont le président est **M. Minjoz**, maire de la ville et membre du Parti socialiste...

Les militantes du MLAC sont décidées à continuer l'action. Dès le samedi après-midi, elles ont organisé une large information sur la ville et ont prévu de continuer cette semaine. Elles ont pris également contact avec Monique, à qui bien sûr, on a interdit toute visite ! Mais elles sont résolues à obtenir sa sortie pour que son problème soit résolu, même si Colette s'obstinait dans son refus.

Certes, le cas de Monique est exemplaire et par respect de sa santé, exige indiscutablement un avortement. Mais en affirmant cette revendication au CHU — et non en acceptant un « arrangement » dans une clinique privée, moyennant finances — Monique et le MLAC veulent, grâce à un rapport de forces favorables :

— dénoncer la toute puissance des patrons de la médecine ;

— mettre devant leurs responsabilités les médecins des hôpitaux publics.

Il n'en reste pas moins que le MLAC continue à revendiquer pour chaque femme le droit à disposer de son corps et d'avoir des enfants quand elle le désire.

Corresp. ■

# l'enjeu de la guerre des indices

**Le capitalisme tente de se restructurer et veut en faire payer les frais aux travailleurs.**

**La DPN du PSU, lors de sa dernière session, a fait un certain nombre de propositions d'action aux travailleurs. L'enjeu est important et mérite que nous revenions dessus.**

**L**e premier point, c'est le pouvoir d'achat. 13, 14, 15 % peut être plus d'augmentation du coût de la vie : c'est un rude coup porté aux travailleurs. Le plan Messmer prévoit que les salaires ne pourront pas augmenter plus vite que l'augmentation des prix, ce qui veut dire en clair qu'il y aura diminution du pouvoir d'achat. Notre ambition n'est pas de définir les mots d'ordre d'action dans les entreprises. C'est évidemment aux salariés et à leurs organisations syndicales de le faire.

Nous avons défini les axes de notre offensive politique face aux menées du pouvoir. Maintenir et améliorer le pouvoir d'achat, donner un salaire minimum décent en sont les thèmes. Comment maintenir le pouvoir d'achat ? La réponse immédiate, c'est l'échelle mobile. Mais lorsque l'on a dit cela, il reste à définir les modalités. Ce qui augmente le plus vite, ce sont les produits de consommation courante. Plus le revenu d'un travailleur est faible, plus ces produits prennent une part importante dans son budget. Cela veut dire que prendre une référence unique d'indice revient à maintenir le niveau de vie de certains à diminuer celui des plus défavorisés et à augmenter celui des catégories supérieures. Il y a aggravation des différences. C'est bien sûr inadmissible et c'est pour cela que si nous met-

tons en avant l'échelle mobile, nous disons qu'elle doit être liée à un système d'indices représentatifs de l'évolution réelle du coût de la vie pour les différentes catégories de travailleurs.

### pour que ça change

Si ce système d'indices est manipulé par le gouvernement, il ne vaudra pas plus cher que l'actuel. C'est un contrôle des travailleurs et de leurs organisations syndicales qu'il faut imposer. La lutte des salariés de l'INSEE prend là toute sa véritable signification. Elle n'est plus le combat de spécialistes contre d'autres spécialistes, mais la mise en évidence de réalités qui doivent être prises en charges par tous ceux qui en subissent les conséquences pour que quelque chose change.

Encore faut-il que ce pouvoir d'achat maintenu permette de vivre. La CGT a mis en avant le chiffre de 1 500 F par mois. La CFDT a démontré chiffres en main, que cette somme correspondait à une réalité. **1 500 F par mois minimum pour 40 h, ce n'est pas un objectif, c'est une nécessité immédiate.**

Troisième volet de nos propositions. Les gains de productivité considérables sont accaparés par le capitalisme. C'est sa logique. Les travailleurs sont les artisans uniques de ces gains et doivent

voir leur pouvoir d'achat augmenter. Cette amélioration ne doit pas profiter davantage aux plus favorisés. Il faut donc des améliorations de pouvoir d'achat qui resserrent l'échelle hiérarchique sur le haut en prélevant sur les profits réalisés et non en faisant une redistribution interne aux différentes couches de travailleurs.

Une offensive politique sur le pouvoir d'achat — pour prendre sa pleine signification — ne peut être uniquement dirigée vers les salaires. Elle doit aussi s'attaquer au problème des prix. Les circuits de distribution capitalistes sont un des facteurs importants de l'inflation. On voit le prix du bœuf monter en flèche à la consommation pendant qu'il diminue à la production. Aux deux bouts de la chaîne, ce sont les travailleurs de l'agriculture et la grande masse de la population qui font les frais de cette politique pendant que les circuits capitalistes d'intermédiaires voient leurs profits croître d'une manière considérable. Nous proposons un **blocage des prix des produits de grande consommation sans préjudice pour la rémunération des travailleurs de l'agriculture**. Cela n'est possible réellement que si un contrôle des travailleurs s'exerce à tous les niveaux sur les prix pratiqués par leur entreprise.

### des régions entières

Cet ensemble de propositions est un axe politique et bien sûr, doit se traduire sur le plan revendicatif par des mots d'ordre adaptés à chaque entreprise en fonction de la situation qui lui est propre. Nous croyons que ces propositions peuvent permettre l'ouverture d'un large front contre l'offensive du régime.

L'intervention de René Le Guen à la commission exécutive de la CGT reproduite dans le n° 396 de l'organe officiel de la CGT « **le Peuple** », laisse apparaître bien des convergences. Il propose que les revendications « **s'inscrivent dans une stratégie qui consiste à assurer le maintien du pouvoir d'achat pour tous et cela signifie clairement l'application intégrale de la hiérarchie existante — à assurer dans le même temps des augmentations différenciées dégressives du bas vers le haut et cela dans un mouvement correspondant à la phase d'amélioration du pouvoir d'achat** ». Il cite en exemple : 30 F pour les ouvriers, 20 F pour la maîtrise, 10 F pour les cadres, le tout dans une grille unique garantissant le pouvoir d'achat. Il prend en charge les augmentations par adjonction de points uniformes, les faisant apparaître comme possibilité de compromis.

Si le maintien du pouvoir d'achat par une échelle mobile basée sur un indice unique et donc non représentatif de l'évolution réelle du coût de la vie pour les différentes catégories reste la position de la CGT, et donc enjeu de débat, il semble que les points de vue se soient considérablement rapprochés sur le rétrécissement de l'éventail hiérarchique.

La deuxième grande offensive du capitalisme va porter indiscutablement sur l'emploi (et nous y reviendrons dans un prochain article).

Des régions entières vont être touchées par le problème. C'est par une action commune de l'ensemble des forces populaires de ces régions que l'on fera reculer la bourgeoisie. Faire les propositions adaptées qui permettront de réaliser un rassemblement de nature anti-capitaliste est un objectif pour toutes les fédérations concernées.

Développer l'ensemble de nos propositions, les populariser, les concrétiser par des mots d'ordres précis correspondant à chaque situation, rassembler autour d'elles le front le plus large possible chez les travailleurs, voilà des tâches prioritaires pour l'ensemble de notre parti.

Alain RANNOU ■

## des fêlures dans l'unité d'action



**La rencontre CGT-CFDT du 22 mars a été certainement une des plus difficiles de l'histoire des relations entre ces deux confédérations, qui doivent se revoir le 26 mars. Il ne semble pas que l'on se dirige vers une rupture, pas plus d'ailleurs que vers un compromis mi-chèvre, mi-chou qui pourrait porter atteinte à la mobilisation actuelle des travailleurs. Il n'empêche que le débat est important et sérieux.**

Ce n'est pas pour rien que la CGT a choisi de se mettre en colère en critiquant les pratiques de la CFDT. Ces pratiques ne sont pas nouvelles, mais maintenant elles mordent sur les travailleurs.

Jusqu'à maintenant, lorsque la CGT prenait la mouche, c'était le plus souvent suite aux déclarations de tel ou tel leader CFDT. Cette fois, c'est à propos de conflits sociaux précis. Tout particulièrement, celui des **Houillères de Lorraine** et celui de **Moulinex**. Le fait est nouveau, il avait été annoncé par les diverses déclarations de la CGT à propos de Lip.

La CFDT accuse la CGT de vouloir s'attribuer l'exclusivité de la conduite des luttes. C'est bien là un des points importants. Aux **Houillères de Lorraine**, l'initiative de la grève bouchon aurait pu être payante, mais dans le secteur où la tradition syndicale CGT est forte, cette centrale a pu reprendre ses

troupes en main et les retourner contre la CFDT. Non sans bavures, puisque cela a laissé pantois, pour ne pas dire écœurés un certain nombre de syndiqués CGT. Malgré tout, ce n'est quand même pas la masse des mineurs qui manifeste son hostilité à l'action des aveurs.

Le prestige de la CGT est grand chez les travailleurs. Mais les actions de la CFDT n'apparaissent pas tellement « irresponsables » à ces mêmes travailleurs. Chez **Moulinex**, les grandes manœuvres « anti-gauchistes » n'ont finalement fait que quelques titres dans une certaine presse. Les travailleurs ne reprochent pas les initiatives d'occupation d'usines, ni la manière dont la lutte a été conduite. Mais il est probable qu'ils ne tarderont pas à critiquer la manière dont la CGT a pesé dans la signature d'un compromis qui fait fi des revendications initiales : cadences, augmentations uniformes.

La force de la CFDT aujourd'hui, c'est d'avoir su avancer des revendications précises sur les salaires, les conditions de travail, le pouvoir d'achat, la protection de l'emploi. Et d'avoir su leur donner un contenu politique, anti-capitaliste, évident. Depuis un an, depuis le début du conflit **Lip**, les luttes exemplaires sont la plupart du temps tout particulièrement animées par la CFDT. Le dernier exemple est la dure grève des banques. Côté CGT, on est à la recherche de son « Lip » après l'expérience **Larousse**, c'est celle de **Rateau**, où d'ailleurs les militants CFDT donnent un bel exemple d'unité d'action, sans cesser de réclamer un élargissement du conflit à tout le groupe **Alstom**.

On s'est dit tout ça à la rencontre CGT-CFDT du 22 mars. Et personne ce jour-là ne s'est fait d'illusion sur le clivage entre les deux confédérations. Tout développement du succès des positions CFDT dans les luttes actuelles est un point négatif pour la stratégie du Programme commun, qui est la seule valable pour la CGT, Georges Seguy vient de le rappeler. C'est une autre ligne que cherche à poser, sinon à imposer la CFDT, celle de l'autogestion socialiste. Elle n'est peut être pas claire, mais les travailleurs par le type d'actions, de luttes qu'ils mènent contribuent à la définir. Et c'est bien là ce qui est inacceptable à certains.

Logiquement, donc, on devait aboutir à une rupture entre les deux grandes confédérations ouvrières. Ce n'est pas si simple. L'unité d'action se pratique depuis plusieurs années et elle n'est pas sans résultats. De plus, elle a été longue à mettre en place dans beaucoup d'entreprises. Elle a abouti à l'élaboration de plate-formes revendicatives communes qui ont le soutien de la masse des travailleurs. Tout cela ne peut être remis en question sans provoquer la critique des travailleurs. L'unité d'action ne peut être poursuivie, d'abord parce que c'est toujours le meilleur moyen de mobiliser la masse des travailleurs. Elle sera malgré tout de plus en plus difficile et les conflits au sommet de plus en plus fréquents.

Alors, aujourd'hui, dans la querelle CFDT-CGT, comment savoir qui marque des points ? En déclenchant les opérations, la CGT a montré toute l'importance qu'elle donnait aux initiatives de la CFDT opposées aux siennes. Elle a appelé la masse des travailleurs à la rescousse. Ces travailleurs ne semblent pas avoir répondu autant que la CGT l'attendait. Au contraire ils paraissent vouloir entraver des actions sur des bases plus proches de celles de la CFDT. Alors, le mouvement autogestionnaire ne se porte pas si mal !

Jacques FERLUS ■

## sur le terrain

● 6 mars : **Moulinex** — la CFDT lance la lutte et souligne que les revendications des travailleurs (augmentations uniformes et ralentissement des cadences) exigent le soutien massif des organisations syndicales.

● 7 mars : **Banques** — Mot d'ordre de grève illimitée lancé par la CFDT, FO, CFTC, SNB. La CGT est d'accord pour simplement une grève de 24 heures le 8 mars.

● 11 mars : **Houillères de Lorraine** — La grève-bouchon des laveurs dure depuis le 6 mars. En même temps que la CGT appelle à la reprise du travail, la direction décide le lock-out.

**Saviem-Blainville** — Reprise du travail. De l'avis de la CFDT, la CGT a « cassé » un mouvement qui aurait pu aller plus loin. Les travailleurs n'obtiennent pas l'augmentation uniforme de 100 F.

● 13 mars : **Moulinex** — La CGT refuse d'occuper l'usine de Caen, décidée selon elle par la seule CFDT sous l'influence d'éléments extérieurs à l'usine. La Fédération du Calvados du PCF déclare : « Les diverses tendances gauchistes qui s'agitent autour de Moulinex ne rêvent que d'aventures et de provocation... (ils veulent) dévoyer le mouvement vers l'impasse, l'anarchie... »

● 13 mars : **Le Bureau de la CGT** s'en prend aux journalistes à propos de « la publicité démesurée faite à certains conflits extrêmement minoritaires, d'inspiration gauchiste, et aux conclusions qui en sont tirées sur un thème comme « la CFDT pousse, la CGT freine »... Cette interprétation des positions respectives des deux centrales est inacceptable en ce sens qu'elle flatte l'irresponsabilité, déforme la réalité de l'action syndicale et présente sous une forme caricaturale la position de la CGT ».

● 14 mars : **André Berthelot (CGT)** déclare à l'AFP : « nous avons fait

preuve de beaucoup de patience à l'égard de nos camarades de la CFDT... Ils prennent la responsabilité de remettre en cause la valeur de notre accord d'unité d'action... Il s'est produit un décalage entre l'affirmation d'une volonté commune... et la façon dont les luttes sont parfois impulsées par la CFDT... Force est pour nous de constater que c'est l'irresponsabilité qui prévaut souvent dans l'attitude de certains militants CFDT. »

La commission exécutive de la CFDT rétorque aussitôt à la CGT que « chercher à accuser les divergences, monter en épingle les difficultés, ne peut que servir la cause du patronat et du gouvernement ». La CFDT se demande pourquoi la CGT « prend ombrage » de son influence grandissante dans les entreprises.

● 18 mars : **Achille Blondeau (Fédération des mineurs CGT)** accuse la CFDT de « fuite en avant » dans les Houillères de Lorraine. Ces « pratiques irresponsables » proviennent « d'éléments gauchistes membres du PSU. »

Son homologue CFDT, André Kaspar, réplique : « La CFDT n'a pas à recevoir de leçon de responsabilité, même de la CGT... Il ne faut pas que la CGT trompe l'opinion publique en masquant ses propres hésitations ou insuffisances dans l'action par une polémique engagée contre la CFDT ».

● 19 mars : **Jeannette Laot (CFDT)** s'en prend à L'Humanité et au PCF : « Les militants CFDT ne se reconnaissent pas dans les caricatures offertes par le quotidien communiste pour expliquer leur action... L'agression décidée par la CGT contre la CFDT et l'unité d'action est le fait également du PCF qui la soutient d'une façon insidieuse. »



A l'EDF, sans attendre le 21, la CFDT lance un mouvement dans les centrales thermiques.

Dans une interview à **France-Solr**, Georges Séguy déclare : « Dans les circonstances actuelles, il serait étrange... (de discuter avec la CFDT)... Sur la convergence stratégique alors que de sérieuses divergences apparaissent au niveau de l'unité d'action revendicative... le Programme commun... offre présentement en France la seule base sérieuse d'unité et d'action contre le pouvoir du grand capital ».

Georges Pompey (Fédération des Banques CGT) : « Ce sont toutes les actions multiformes qui, en s'appuyant les unes sur les autres, en se conjuguant avec des « tous ensemble », ont fait grandir le mouvement ». Il n'en rejette pas moins les actions contre certaines occupations qu'il qualifie de « minoritaires ».

● 21 mars : **A l'EDF**, la CFDT propose que là où cela sera décidé par les travailleurs, la grève puisse être poursuivie. Elle s'appuie sur le communiqué commun public avant la grève générale : « Préparons-nous à la poursuite de l'action si elle nous était imposée ».

● 22 mars : Appel à la reprise du travail chez **Moulinex**. La CFDT constate que les revendications d'augmentations uniformes et de baisse des cadences n'ont pas été satisfaites.

Rencontre CGT-CFDT qui n'aboutit pas. Une nouvelle rencontre est prévue pour le 26 mars.

Georges Séguy déclare à **Clermont-Ferrand** que les militants CFDT peuvent : « ... s'ériger en une sorte de parti syndical, mais nous n'accepterons pas de les suivre sur ce terrain-là, car nous ne voulons pas sortir de notre vocation syndicale ».

● BANQUES :

# toujours le « feu roulant »

**Deux séances de négociation — vendredi 22 et samedi 23 mars — n'ont rien apporté de bien nouveau : c'est ce qui a été dit, preuves à l'appui, au cours de toutes les assemblées de personnel en grève ce matin. La réaction n'a pas été celle du découragement.**

Au contraire, les grévistes ont réaffirmé avec encore plus de vivacité ce qui constitue les motifs du conflit : prime de 400 F., 20 points de maintien et 30 points de progression du pouvoir d'achat, des jours supplémentaires de congés, l'amélioration des conditions de travail, le paiement des jours de grève.

A Paris, sur les « grands boulevards », dans la « Cité financière », des initiatives spontanées ont surgi sous la forme de cortèges plus ou moins importants, harcelant de slogans les banquiers et l'Etat-patron, avec quelques remarques pertinentes sur le rôle de la police gardant ici et là une entrée de sièges, d'annexes ou d'agences.

Après l'évacuation par la police, samedi soir, du centre BNP - Barbès, les occupations tournantes restent la ligne d'action et elles surprennent chaque fois les banquiers. Les nouvelles parvenues de province ont très vite confirmé la volonté de résistance et de victoire, avec la poursuite d'occupations — comme à Marseille (BNP), Valenciennes (CD.N.) — ou la « prise en charge » de nouveaux « immeubles » (BNP Valence) et d'agences.

Le grand succès de la seconde manifestation parisienne du mercredi 20 mars a permis de prévoir encore mieux : un rassemblement national le jeudi 28 à Paris, avec la venue de cars de grévistes de toute la France.

Autre préoccupation de plus en plus indispensable : éviter le piège de la division entre « salariés utilisateurs de la banque » et « grévistes ». Les campagnes d'information qui sont menées dans cette direction ont donné des résultats. Parce que la grève est massive, dynamique, imaginative, chaque employé — homme ou femme, jeunes ou vieux — se montre convaincant auprès de tous les travailleurs côtoyés.

La coupure entretenue par le patronat et le pouvoir entre employés et ouvriers se referme un peu davantage chaque jour. Les jeunes lycéens « entrés à la banque » retrouvent des camarades de classe qui sont à l'usine. Ensemble, à la faveur d'une rencontre entre deux manifestations, ils se posent la question : ce qui nous rapproche n'est-il pas plus important que ce qui nous sépare ? Ainsi, se répand le poison dans les eaux pourtant soigneusement filtrées ou cloisonnées du système capitaliste.

Huit semaines de grève pour quelques centaines de « Lyonnais », trois semaines de cette même grève pour 250 000 employés de banque : le « feu roulant » — comme on dit à la CFDT — de l'action, loin de se ralentir ou de se perdre dans la grève générale, garde au contraire sa flamme autonome née à la base : encore une riche expérience qui vient agrandir la trace laissée par mai 1968.

Michel CAMOUIS ■  
(25 mars)

• TS a publié la semaine dernière un « spécial banques » de 4 pages, diffusé à 70 000 exemplaires.

● IMPRIMERIES :

## du plomb dans l'aile des patrons

**PROVINCE** : en Côtes du Nord, l'imprimerie « Goeland » à Lanvollon, en grève depuis 40 jours. Ils manifestent leur solidarité avec les travailleurs de Pédernec pour lesquels il imprime tracts et affiches. Première victoire : les 23 licenciés ont reçu, le 11 mars, conformément à la loi, une partie de ce qui leur était dû.

**DANS L'EST**, à la Sogra (Nancy) : la lutte dure depuis plusieurs mois, pour cause de licenciements et mauvaise gestion. Les ouvriers se sont autogérés. Pour se payer, ils éditent eux-mêmes un livre sur la lutte des Lip (un symbole). Et les clients continuent à leur faire confiance, car ils ont des commandes. Sans chef et sans patron, les ouvriers savent mener leur boulot.

**PARIS, Informatique 300 000**, une entreprise pilote (photo composition) ferme ses portes et a licencié 130 personnes. La lutte pour la défense de l'emploi se poursuit.

**MONTREUIL, Darboy** : occupation de l'imprimerie, depuis le 1er mars, par les 90 ouvriers. Ils sont décidés à tenir jusqu'au bout pour obtenir leur reclassement et leurs indemnités de licenciement. Face à l'offensive patronale, les ouvriers de Darboy ne se contentent pas de sortir dignement pour se battre à l'extérieur (position du syndicat du Livre) mais occupent les machines de l'imprimerie ; — ils veulent en faire une garantie pour toutes les négociations. (soutien : CCP 16 88 51 Paris — Rémy Kolba Kopoul « pour Darboy »).



A la B.N.P. Barbès, comme à l'imprimerie Darbois : occupation.



● TRAVAILLEUSES FAMILIALES

## assez de charité !

**M**algré leur isolement, depuis le début janvier, 170 travailleuses familiales de la CAF de la région parisienne (soit 70 % des effectifs) mènent une action pour la revalorisation de leur profession. Elles se sont mises en « grève administrative » seulement afin de ne pas léser les familles.

Les travailleuses familiales : une profession peu connue. Créée en 1942 pour venir en aide aux familles de travailleurs, elle fut longtemps considérée comme une œuvre charitable. Les jeunes femmes étaient recrutées par des dames patronesses des associations de bonnes œuvres, et le bénévolat était de règle. En 1974, par un décret, le ministère de la Santé publique a reconnu et défini cette profession qui compte 5 000 personnes environ, dépendant d'une part de la Caisse d'Allocations Familiales et de la Sécurité Sociale, et d'autre part d'organismes privés.

« La travailleuse familiale, précise ce texte, est un travailleur social qui assure à domicile des activités ménagères et familiales, soit au foyer des mères de famille, soit auprès de personnes âgées, infirmes ou valides. Elle doit avoir reçu une formation appropriée, sanctionnée par le Certificat de travailleuse familiale. Elle contribue à maintenir ou à rétablir l'équilibre dans les familles où elle intervient. Elle accomplit les diverses tâches ménagères qu'exige la vie quotidienne et assure la surveillance des enfants ; à l'occasion de ces tâches concrètes elle exerce une action d'ordre social, préventif et éducatif ».

Mais un décret ne résout pas tout et de nombreux problèmes demeurent ; aussi ces travailleuses revendiquent-elles : la revalorisation de la profession, l'augmentation des salaires et des effectifs ; leur regroupement dans les organismes de sécurité sociale et d'associations familiales ; une formation de deux ans ; un cycle de perfectionnement permanent pris sur le temps de travail.

Il s'agit aussi de permettre aux mères de familles assistées de prétendre au repos et à la culture.

F.C. ■

### CORRESPONDANCES

● **CHEZ GELBON**, entreprise de mécanique de précision près de Mazamet (880 salariés), la direction voulait licencier sept travailleuses dans l'atelier d'avertisseurs nouvellement créé. Ces travailleuses avaient été embauchées pour un contrat de trois mois. La direction prétextait au bout d'un mois et demi des mauvais rendements. Après des débrayages, puis une grève de 90 travailleuses, la direction a cédé. Reste que chez Gelbon, « exemple de décentralisation », les salaires tournent autour de 1 000 F par mois. Exemple : 43 heures par semaine payées 5,88 F. Il y a une majorité de femmes et d'OS, et un tiers des salariés environ appartient à l'encadrement.

● **GIRAUD**, le sauveur du Saut du Tarn : en 1968, l'entreprise du Saut du Tarn à St-Juery, près d'Albi, battait de l'aile. Cette entreprise de métallurgie qui comptait alors 1 500 salariés, connaissait des problèmes de gestion. A l'époque, cinq manifestations importantes ont répondu aux menaces de fermeture du Saut du Tarn. Giraud, le « négociateur » de Lip fut alors promu « sauveur » de l'usine et PDG de « la Société Nouvelle du Saut du Tarn » qui, par un tour de passe-passe, prenait ainsi la succession des « Forges et Aciéries ». Et comment fut donc réglé le sort des travailleurs ? Par le réembauchage sans ancienneté de 850 travailleurs. Les autres furent licenciés et ne touchèrent leurs primes qu'en 1973. Entre-temps, en 1971, Giraud opéra le démantèlement (un mot qui lui plaît) du secteur « machines-outils » où travaillaient 200 ouvriers qualifiés. C'est ainsi que le Saut-du-Tarn est devenue, comme tant d'autres entreprises, une usine d'OS sur-exploités (1 200 environ, sur les 1 700

salariés actuels). Les jeunes de la région, qui ont pu recevoir une formation professionnelle, n'ont plus que ce choix : la déqualification ou l'exode.

● **A 140 à l'heure... mais on chôme à SOCHAUX** : inquiétudes chez les ouvriers de Peugeot qui a fait chômeur son personnel de fabrication les 21 et 22 mars. Mais aussi des mesures de licenciements envers les malades de longue durée et le non-réembauchage des jeunes au retour du service. La course au profit dans des industries en expansion, la multiplication des circuits de distribution, l'apparition de gadgets n'ayant rien à voir avec les besoins réels de la population, la mainmise des grandes sociétés privées nationales et multinationales sur les principales matières premières... tout cela conduit, tôt ou tard, à des contradictions flagrantes qui en premier lieu retombent sur les travailleurs. Deux revendications immédiates des travailleurs : paiement intégral des deux jours de chômage forcé, et retour aux 40 heures qui permettrait le réemploi de nombreux licenciés.

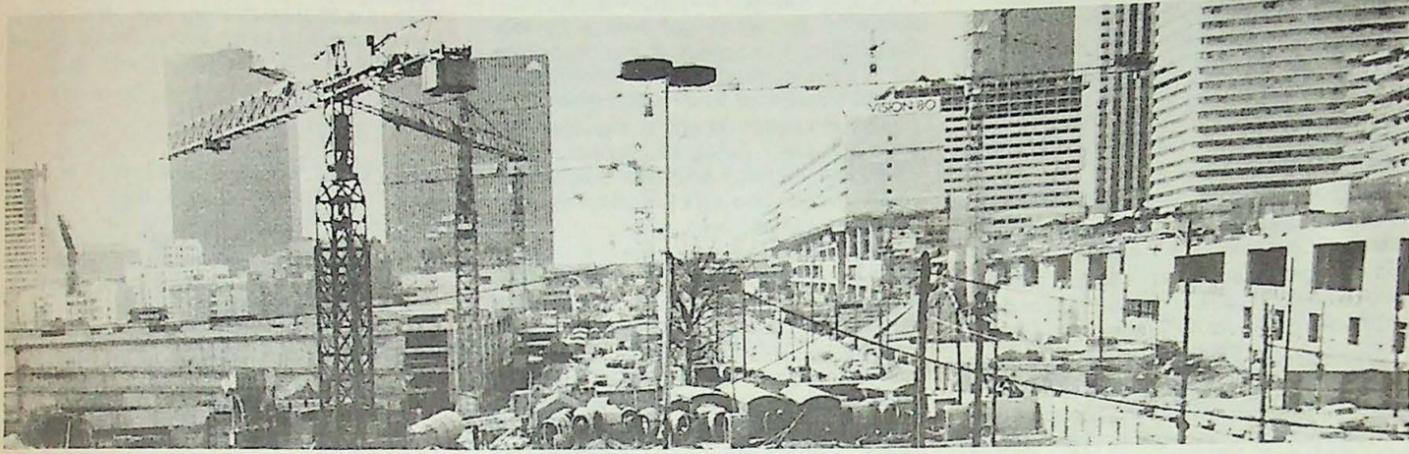
● **TANNERIES FRANCAISES REUNIES** : A Bort (Corrèze) deux usines emploient actuellement environ 1 000 employés : les établissements de confection Mars et « les Tanneries ». Locaux insalubres et vétustes, accidents fréquents, salaires très bas (1 100 F). En décembre 1973, 107 ouvriers mis au chômage. Une direction rétrograde qui ne respecte pas la loi : refus du versement à 90 % du salaire aux chômeurs pour 320 heures de travail ; chichement, elle paie pour 100 h. Un « curateur » est nommé et

doit établir un plan de redressement. La situation ne fait qu'empirer, et l'incertitude de l'emploi est grande. Gestion déplorable de l'entreprise, système de taxes établi par le gouvernement qui favorise l'étranglement des tanneries sur le marché mondial, qui est responsable ? Le tout est lié. La section PSU de Tulle a bien entendu apporté son soutien tant financier que matériel aux ouvriers. La CFDT mène la bagarre. Alors, si vous voulez vous aussi les aider, écrivez au PSU, 39 bd Foch - 19000 - Tulle. On fera suivre.

● **ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS** : 300 F d'augmentation, refus du planning de licenciement, situation des temporaires. Ce sont les trois points de revendication avancés par le personnel d'E.U. en grève depuis le 18 mars. En 1973, la direction d'E.U. envisageait de cesser toute activité et justifiait ses 40 licenciements, révélés par la suite excessifs. D'où des réengagements exigés par les représentants du personnel. Aujourd'hui, on réorganise et on licencie. Mesures répressives vis-à-vis des éléments les plus combattifs du personnel (c'est, semble-t-il, assez courant actuellement dans les maisons d'édition).

● **NAPHTACHIMIE** (Lavera) : le verrou saute. 32 heures d'arrêt technique, suivies par 95 % du personnel (y compris les cadres) ont permis d'obtenir — dans une action unitaire, (CFDT, CGT, FO, CGC) — 4 % d'augmentation sur mars et avril, et un rattrapage supplémentaire du pouvoir d'achat, une clause de sauvegarde (selon indice INSEE), une prime de poste, une prime semestrielle de 36 % (au lieu de 30) et le treizième mois pour tous. ■

... et Ceccaldi pourra continuer d'expulser les ouvriers et les immigrés. Et vendre aux promoteurs les réserves foncières de Puteaux. Citoyen au-dessus de tout soupçon...



Un vent glacé s'engouffre dans les espaces béants laissés entre les tours ; il fait claquer les haubans des grues dont les silhouettes en équerre découpent partout le ciel... C'est le complexe immobilier de la Défense, le Manhattan français, un avant goût de notre vingt-et-unième siècle. Le jour, employés, cadres et managers occupent des lieux dits qui ont pour nom « BNP », « FELIX POTIN », « AQUITAINE », « UNIVAC », « UAP », « EDF » ; la nuit, dans ce désert de béton et de verre, seuls veillent des vigiles sur-armés, postés devant leurs TV de contrôle. Un grand ensemble sans âme, centré autour d'une fantomatique « Place des Nuages », et conçu par et pour le fric : la perle de l'aménagement style « 5e république ». Voilà pour le décor.

La Défense, ça n'existait pas voici quinze ans ; il a fallu mordre sur les communes avoisinantes : Puteaux, Nanterre. Déplacer des populations, annuler des programmes de HLM, tailler des grandes trouées dans les quartiers populaires qui venaient jusqu'à la Seine, aux portes du riche Neuilly dont M. Achille Peretti est maire. La colonisation d'une zone ouvrière et sous-développée par le grand capital immobilier... on comprend mieux pourquoi les mœurs politiques à Puteaux ressemblent tant à celles de La Réunion : entre Clochemerle et « Z », entre Al Capone et Lucky Lucke.

### des employés très spéciaux

Ce 27 février 71, c'était Capone : un mort, Salah Kaced, et sept blessés, un samedi matin, à 100 mètres du commissariat de police de Puteaux, entre la rue des Fusillés et celle de la République. A quelques semaines des élections municipales, deux équipes s'affrontaient avec violence ; celle de l'ancien maire Dardel, un sénateur socialiste qui avait tenu la mairie de 1946 à 1969 ; et Ceccaldi-Raynaud, ancien adjoint au maire et ancien socialiste lui aussi, qui avait ravi la place au parlementaire provisoirement mis sur la touche à la suite d'un grave accident de voiture.

Ceccaldi-Raynaud, la conscience peu tranquille, craignait par dessus tout le « come back » de l'ancien maire : « Dardel revient avec la démocratie », disaient les affiches. Alors, pas question de laisser ses partisans refaire surface : les « employés municipaux » rétribués pour faire régner l'ordre sur les marchés et dans la ville, vont s'occuper de Dardel et de ses amis. Sans que la police locale y trouve grand chose à redire (le commissariat est dans les sous-sols de la mairie), une série d'agressions sont commises où l'on retrouve rituellement les noms de ceux qui se sont trouvés impliqués ensuite

dans la fusillade : Debrossard, un régisseur des marchés qui roule en « DS », une brute au physique de catcheur qui est de tous les coups durs, l'esprit lent mais la gachette rapide ; Ben Sadoun, l'armurier de la bande, ancien chef de l'OAS Alger-Est ; Gianni, le beau frère de Ceccaldi-Raynaud, qui perçoit les taxes des parkings de la ville — une tête qu'on n'oublie pas : visage rouge, lèvres bleues, cheveux argent ; Antoine Canonici, bien connu dans le « milieu », poursuivi deux fois pour abus de confiance ; et quelques autres.

### pitie pour les Corses !

« M. Peretti est corse. M. Ceccaldi est corse, la majorité des hommes de main, proxénètes et agents électoraux qu'ils utilisent le sont aussi — c'est un fait. Ces pseudo-solidarités servent à couvrir des liaisons permanentes des grands caïds du milieu et leurs protecteurs et utilisateurs politiques — c'est un autre fait que M. Poniatowski a eu raison de souligner. « Mais les principaux bénéficiaires de ces « liaisons dangereuses », en particulier les financiers qui se servent des uns et des autres, appartiennent eux, bel et bien, aux bonnes vieilles dynasties de la France bourgeoise (...) » (Serge MALLET, « Sous le Pont de Neuilly » TS, 27 septembre 1972) ■

Résultat : une vingtaine de plaintes, toutes restées sans effet, sans parler de celles qui ont été effacées par les amnisties. Coups et blessures, filatures et pressions, interdiction de distribuer des tracts sur les marchés, d'afficher sur les murs. Or Dardel justement, pour faire campagne, veut faire parler les murs « comme il le fait depuis vingt ans » ; et puisque ses amis, terrorisés, ne veulent plus sortir, il recrute par un intermédiaire une équipe de colleurs d'affiches à Paris. Au jour dit, une vingtaine d'hommes — dont beaucoup se retrouveront inculpés au même titre que les tueurs de Ceccaldi, pour avoir transporté dans leurs camionnettes des bâtons et des casques — sont sur les lieux : 100 F la nuit, avec une prime en cas de grabuge. Debrossard, qui ne dort jamais, fait sa ronde ; il trouve une partie des colleurs au travail au rond-point des Bergères : « Je compte jusqu'à trois et je flingue... ». Il tire, et blesse plusieurs colleurs.

Pendant ce temps, à partir du Bar Méditerranée et de la buvette du Théâtre, qui sont les deux permanences des hommes du maire, une colonne de cinq voitures se constitue, avec en tête celle de Gianni, Ben Sadoun et Canonici ; elle rencontre une seconde équipe de colleurs, et c'est la fusillade : réfugiés dans une « Estafette » qui est trouée comme une passoire, les colleurs es-

suient tant de coups qu'un ceccaldiste crie « Arrêtez le carnage ! ». Salah Kaced est mortellement blessé. Et c'est la consternation : les colleurs d'affiches avaient cru à un tir à blanc, pour faire peur ; et ils se retrouvaient dans une mare de sang, avec un mort sur les bras.

Pourquoi cette lutte à mort ? Il faut revenir un peu en arrière. Georges Dardel, un fils d'enseignant pacifiste et anti-clérical qui refusait les « batteries de cuisine » offertes aux anciens combattants de 14-18 ; une jeunesse difficile, l'école pratique, (« On dirait, raconte Dardel, un CET aujourd'hui, dont la triste vocation était d'apprendre rapidement un métier, ce qui permettait d'être attelé à la production dès 16 ans »), et puis l'adhésion en 1935 aux Jeunesses socialistes, le syndicalisme en milieu cheminot, l'adhésion au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau-Pivert, la guerre et la résistance.

### un parfum d'indélicatesse

A la reconstruction de la SFIO, après la Libération, il anime la section de Puteaux qui compte vite 2 000 adhérents ; et il est poussé par ses camarades à la mairie, lui qui n'avait que des mots durs jusque là pour ces « bons gestionnaires ». Mais il s'habitue, se lance dans la construction de HLM et fait de Puteaux une « base » municipale de la SFIO, rivalisant avec les villes du Nord ou des Bouches du Rhône : « Dardel, le grand argentin de la SFIO » : Puteaux, « la Mecque des socialistes », commentent à dire les légendes. De fait, les salles, les autocars, et tout l'appareil municipal étaient souvent au service du parti. « C'était public et je n'en rougis pas » dit Dardel qui regrette un peu de ne pas avoir fait plus, « à voir comment tout cela se termine ». Car ses adversaires s'en sont servis, et l'ancienne SFIO comme le nouveau PS en ont longtemps tremblé. Pour Dardel, c'était simplement rétablir un équilibre rompu au détriment de la classe ouvrière : l'argent n'était pas pris sur les impôts des contribuables, mais sur des cotisations ou des publicités dans la presse SFIO exigées de ceux que la mairie faisait travailler. Le pouvoir, dit-il, avait d'autres moyens de faire de l'argent et ne s'en privait pas ; il fallait bien que nous — Mollet à Arras, Deferre à Marseille, moi à Puteaux, on fasse les fins de mois des journaux ». Mais il n'empêche : c'était la voie ouverte aux abus, à la confusion ; et la réputation de Dardel et de ses amis (dont Ceccaldi-Raynaud, son adjoint depuis 1960) en a souffert, un parfum « d'indélicatesse » flottant autour du sénateur.

Ceccaldi-Raynaud en a largement profité. Il soutient que s'il est devenu maire, c'est parce que la population de

# CHIC Sur

Les procès des scandales suivent et se ressemblent ces mornes et débats hermétiques et aboutissants politiques ; inculpés des escouades d'avocats grasses lomon qui donnent généreusement blancs ». Dega n'a plus parlé des fautes retourné en prison ; Rives-Henry d'autres s'en tirent au plus juste crapulerie distinguée, on s'est co... Voici deux ans, on parlait partout de « qu'imprudences » de gens « mal

Et puis il n'y a pas qu'eux : les OAS de Susini ont été acquittés muets de la rue Mademoiselle n'ont député-maquereau des Ecuries de Paris mis en cause par l'archevêque de l'affaire des fausses factures de L. spécialistes de la publicité clandestine (lac ?), les détournateurs de fichiers SDECE, les policiers assassins d'agents liquidateurs des représe (Hamchari et Mohamed Boudia), micros de la DST, etc... Pour certains D'autant que bien des instructions

Trainant ces casseroles avec s'efforce de limiter la casse et de essayé de faire avec un cynisme l'affaire de la fusillade de Puteaux s'il ne s'était agi que d'une rixe SFIO ; mais tout dans cette affaire immobilière, aux scandales de la Défense pour faire du procès qui vient de se de Paris une véritable farce judiciaire l'enquête de police, interminable institution, refus d'accepter que la loi (che !) joue contre le chef d'orchestre ancien commissaire Ceccaldi-Raynaud inculpation « pour port d'armes de victimes de la fusillade, et refus de y a pourtant eu mort d'homme, soul qu'aucun des casseurs n'a avoué

Mais c'est difficile. Les « gros même lâché des choses, malgré les d'avocats déléguée par le maire de « Il faut rester maître de la rue par « boss » ; « J'ai ce qu'il faut dans mon « Je compte jusqu'à trois et je flingue billet touchant l'un des chefs de bande petite maman, tu n'as pas à rougir de cela, j'étais en service commandé. Mais que cela est politique et que M. X... des personnages les plus hauts s'

Puteaux était écoeurée des abus de Dardel. C'est en 1950, alors qu'il était encore étudiant en droit, qu'il a adhéré à la section « Alger Centre » de la SFIO ; devenu commissaire de police en 1955, il fait entrer ses amis à la section socialiste — surtout des employés de la Sécurité nationale ; et il se fait élire secrétaire de la section, puis, de là, secrétaire fédéral pour l'Algérie. Déjà la silhouette se précise et c'est le « Courrier de la colère » de Michel Debré qui le note en 1957 : concussion, élections préfabriquées, faux témoignages, ragots. Courrière, dans son livre « La bataille d'Alger », note aussi que Ceccaldi est le patron du centre de tri de Beni-Messous : « Les sous-officiers de O. font leur tournée tous les soirs ; avec des camions bâchés, ils récupèrent dans tous les centres d'interrogatoires (dont Beni-Messous), ceux dont le cœur à flanché ou ceux qui ne valent pas mieux. Et on embarque tout le

# CHABAN Seine

immobiliers, financiers et fiscaux se  
: public trié sur le volet ; audien-  
ues ; gommage étudié des tenants  
prenant de haut, et défendus par  
rétribués ; enfin, jugements de Sa-  
u sursis aux « délinquants en cols  
es d'impôts de Chaban et il n'est pas  
s frères Dalton-Willot, Roi et bien  
tre les juges et ces inculpés à la  
is, et la justice s'est faite feutrée.  
pourriture » ; aujourd'hui, ce ne sont  
seillés »...

ts sauteurs de banque de la bande  
la main ; les policiers aveugles et  
en à craindre. Comme sans doute le  
y, les entrepreneurs et fonctionnai-  
da, les cent vingt-cinq inculpés de  
Lipsky et le Patrimoine foncier, les  
e à l'ORTF et à Havas (alors Marcil-  
alors Tomasini ?), les drogués du  
névenin et de Mohamed Diab, les  
ts de la révolution palestinienne  
casseurs du SAC, les poseurs de  
on attendra longtemps les procès.  
at au point mort.

apparente philosophie, le régime  
tre des silencieux. C'est ce qu'il a  
n sans-gêne tout particuliers dans  
pain béni, pourtant, pour le régime,  
socialistes douteux en rupture de  
naît en fait aux mœurs du gaullisme  
se... Alors, tout a été mis en œuvre  
ir à la 16e chambre correctionnelle  
effacement de preuves au cours de  
ction, refus d'autoriser une recons-  
-casseurs (réservée donc à la gau-  
u racket politique de Puteaux, l'an-  
et — pour faire bonne mesure —  
ième catégorie » (des bâtons !) des  
er en cour d'assises une affaire où il  
étexte que les armes ont disparu et  
un assassin...

» de Ceccaldi-Raynaud ont quand  
ssions et les intrigues de la brigade  
eaux pour surveiller ses hommes :  
us les moyens... » leur avait dit le  
hut... » avait répondu Ben Sadoun ;  
, « Arrêtez le carnage ! », et puis ce  
le nommé Debrossard : « Enfin, ma  
fils ; je n'ai tué personne : en plus de  
aire ne m'abandonnera pas, surtout  
ous connaissez bien, et qui est un  
pera de cette affaire »...

monde, cadavres ou demi-morts  
jusqu'à une fosse — elle deviendra un  
charnier — à une trentaine de km d'Al-  
ger ». Il en manquera 4 000 à l'appel. Et  
Ceccaldi ne pouvait pas ne pas savoir...

Le voilà revenu en hâte en France : le  
FLN l'avait condamné à mort. A Paris,  
chez les socialistes, on ne paraît pas  
trop tenir compte de son passé : on  
l'envoie à l'office HLM de Bondy. Et  
pour s'en débarrasser, le maire de  
Bondy l'expédie chez Dardel qui en fait  
le directeur des HLM de Puteaux. Le  
voilà en place : il fait venir ses petits  
copains, loge des rapatriés dans les  
HLM — se créant rapidement une clien-  
tèle d'obligés. Certains, à la mairie de  
Puteaux, le traitent déjà publiquement  
de « salaud », mais il a l'appui de  
Dardel qui profite indirectement de son  
réseau de gros bras corses ou pieds-  
noirs dans ses démêlés avec ses adver-  
saires.

Peu à peu, Ceccaldi s'installe ; et il  
refait avec la SFIO de Puteaux la même  
opération qu'avec celle d'Alger, deve-  
nant ensuite secrétaire fédéral de la  
Seine. L'accident de voiture de Dardel  
arrange bien les choses : après s'être  
servi du sénateur, il l'évince et tisse la  
toile de dossiers et de procès qui tien-  
dront l'ancien maire en respect lorsqu'il  
sera en mesure de reprendre sa lutte  
pour la mairie. Aujourd'hui Ceccaldi-  
Raynaud (comme Dardel, mais pour des  
raisons différentes) est exclu du parti  
socialiste ; il a été un membre influent  
du Parti social démocrate de Muller,  
puis a fait cavalier seul : un seul parti, à  
Puteaux, celui de la municipalité ; un  
seul allié : l'UDR de l'ouest parisien.

Dardel, à ce qu'il dit, a mis longtemps  
à comprendre. Exclu, il considère qu'il  
« n'est plus rien », lui pour qui le parti a  
été tout. Il ne veut plus de la mairie, ni du  
conseil général, ni du mandat parle-  
mentaire. Mais il se sent une dette : en-  
vers ceux qui, payés ou non, se sont fait  
tuer ou blesser pour lui. Envahi par le  
sentiment de l'échec, un peu impuis-  
sant, il veut au moins que cela se sache.  
Le lendemain, de la fusillade, il était en  
tête du cortège des mille personnes qui  
sont allées fleurir l'emplacement où est  
tombré Kaced ; mais aujourd'hui il est  
très isolé. Le Comité Anti-Mafia, en  
1972, ça n'était pas pour lui ; c'était sur-  
tout contre Ceccaldi et Peretti, et pour  
dénoncer la main-mise des requins de  
l'immobilier sur l'ensemble de la Défen-  
se. S'il est encore assez populaire à Pu-  
teaux, où il continue de résider dans  
une assez somptueuse villa, ceux qui  
osent travailler ouvertement avec lui ne  
sont plus légion. Restent les livres à  
compte d'auteur (il en a écrit deux, dont  
un préfacé avec intelligence par notre  
camarade Serge Mallet, quelques mois  
avant sa mort) ; et les procès, où il con-  
tinue d'attaquer et de se défendre con-  
tre ses anciens amis avec un bel achar-  
nement.

## la loi du silence

Alors ce procès de la fusillade du 27  
février 1971, parlons-en ! Le journaliste  
de « France-Soir », — qui ne passe pas  
ses journées sur les barricades — s'en  
étranglait d'indignation. Durant l'ins-  
truction, les langues s'étaient un peu  
déliées. Puis avait joué la fameuse  
« omerta », la loi du silence. Et à l'au-  
dience, les bouches étaient cousues : il  
fallait bien tenir les murs propres ; l'or-  
dre d'aller au devant des colleurs de  
Dardel était venu par téléphone, d'une  
voix anonyme sur laquelle personne ne  
veut rien révéler ; c'est par erreur que  
Debrossard avait saisi son fusil pour ti-  
rer : il croyait prendre un gourdin sur  
le siège de sa voiture ; personne n'est  
d'accord sur le nombre de coups de feu  
tirés ; personne ne veut reconnaître  
qu'il a tiré — sauf évidemment Debros-  
sard, qui était seul, et a été reconnu et  
désarmé... En somme, soutiendront  
avec une parfaite mauvaise foi et une  
gêne non moins évidente les avocats de  
la défense, « une banale affaire de col-  
leurs d'affiches rivaux, et la loi anti-  
casseurs n'a quand même pas été  
faite pour ça ». Suivez mon regard : ils  
en ont vu d'autre !

Mais ils ont fait leur travail : Ceccaldi  
n'a pas été inculpé, il n'a même pas eu à  
venir témoigner à l'audience. Et pour  
que nul n'en ignore, Me Ancier a passé  
son temps durant ce procès à traîner  
Dardel dans la boue sans apporter la  
moindre preuve de ce qu'il lançait, et à  
lui promettre rien moins que la tombe !

Les avocats de la partie civile, trans-  
formés en accusateurs par le silence  
inquiétant du procureur de la Républi-  
que, ont constamment cherché à élever  
et à politiser le débat : oui, le crime poli-  
tique existe (Marc Lanvin assassiné en  
1968, Michel Labroche en 1969, les cri-  
mes racistes contre les Arabes ces der-  
nières années) mais leurs auteurs sont  
moins punis que des petits voleurs. « La

**vérité que vous avez découverte, vous  
être incompetents pour la juger » a dit  
aux juges Me Pinet ; « Celui qui doit  
accuser n'a pas accusé, celui qui doit  
poursuivre n'a pas poursuivi » a ren-  
chéri Me Cohen-Bacri. « On a mis les  
lampistes en avant, mais Ceccaldi a pu  
rester dans l'ombre : quel pouvoir  
énorme détient donc cet homme pour  
être ainsi au dessus de la justice ? a  
conclu Me André Dumas.**

seul, et légitime...

Mais, c'est vrai, « ils étaient en ser-  
vice commandé », et « M. X. s'occu-  
pera de l'affaire ». Et puis, quelques  
jours avant la fusillade, un tract imprimé  
par les soins de la mairie invitait la po-  
pulation à « nettoyer » la cité, et à en  
rester maître face aux partisans de Dar-  
del « **quelles qu'en soient les consé-  
quences** ». Alors pourquoi Debrossard,  
Ben Sadoun et Gianni s'en feraient-ils ?  
Ils paieront sans doute, il faut bien : un  
prix de lampiste, pour les lampistes. Et  
on saura, à la sortie, se souvenir de leur  
docilité. Mais qu'importe.

Pendant ce temps, « **main basse sur  
la ville** » continue : c'est en toute impu-  
nité que Ceccaldi pourra continuer  
d'expulser les ouvriers et les immigrés.  
Et vendre aux promoteurs les réserves  
foncières de Puteaux. Et éviter ainsi  
d'augmenter les impôts locaux. Et se  
faire élire, enfin seul et « légitime ». Un  
citoyen au dessus de tout soupçon...

Philippe MARIÉLIE ■

## Sacrée justice

Rarement la presse aura été autant  
révulsée par le spectacle que la  
justice donnait d'elle-même : une  
salle d'audience où régnaient le bruit  
et la confusion ; les inculpés des deux  
camps mêlés, assis parmi le public, pas-  
sant d'un groupe à l'autre des avocats, se  
pavanant et faisant de l'ironie à propos  
des témoins ; les avocats de Ceccaldi et  
de ses hommes de main complotant, in-  
terrompant bruyamment les débats, ma-  
nifestant des signes de nervosité et don-  
nant finalement à penser qu'ils se sen-  
taient eux-mêmes impliqués directement  
dans cette affaire.

Une équipe d'avocats aux noms cor-  
ses, souvent pieds-noirs et anciens « Al-  
gérie Française » : une défense de grou-  
pe, offensive et bien coordonnée, qui —  
bien au-delà du sort des « gros bras »  
présents à l'audience — paraît avoir pour  
mission de protéger Ceccaldi, le grand  
absent, omni-présent de ces débats, en  
tentant de retourner l'accusation contre  
le sénateur Dardel...

En face, une cour dépassée par le  
brouhaha, qui joint les incidents « au  
fond » au fur et à mesure, se préparant  
sans doute à se déclarer incompétente ;  
et surtout un procureur inexistant — lui  
qui devrait requérir : il y a quand même  
eu mort d'homme, on l'oublie !

On entendait de toutes les cou-  
leurs :

— un avocat, à propos de Me Ancier,  
représentant des intérêts de Ceccaldi-  
Raynaud qui ne quittait pas Dardel des  
yeux : « Si des yeux pouvaient fusiller,  
Ancier serait inculpé pour tentative de  
meurtre ».

— Me Ancier, à deux reprises pendant  
le procès au milieu des protestations du  
public et de la presse : « Dardel ne re-  
viendra plus ; il a signé son arrêt de mort  
politique ; la dalle de sa tombe est bien  
scellée ».

— A la fin d'une audience tendue, des  
avocats traitant les journalistes de  
« menteurs ».

— L'avocat d'un des tueurs : « Mon  
ami — non, mon client Debrossard... »

— Me Biaggi, à propos de Dardel :  
« Un socialiste en peau de lapin, non de  
toutou » ; et le même spécialiste des  
complots et des coups durs, montant à la  
barre comme au feu, décrit ainsi par des  
journalistes : « Ça va péter, alors ! » —  
« Oui, au bazooka ! »...



# PORTUGAL : le mal des colonies

**Le fascisme portugais, malade de ses colonies, s'entête à pourrir sur pied : jamais fascisme ne fut plus bête et plus borné. Décidément, ce régime hérité de Salazar, raidi dans sa superbe imbécile, semble n'avoir rien appris ni rien retenu de l'Histoire d'après-guerre, en particulier de celle de la France et de sa « décolonisation »... Il vient de rejeter — au moins provisoirement — une de ses cartes de « dernière chance » : celle qu'a abattue, trop tôt sans doute, un prétorien comblé d'honneurs, pourtant peu suspect de progressisme — ni même de libéralisme, le général Antonio Spínola.**

Le baroudeur, qui fit ses premières armes comme volontaire pendant la guerre d'Espagne sous la bannière de Franco, qu'on retrouve en 1941 à Stalingrad du côté allemand, qui entame en 1961 sa carrière africaine en Angola, qui enfin atteint le fait de la gloire en « servant » comme gouverneur et commandant en chef de Guinée-Bissau de 1968 à 1973, ce « héros national » — en commentant un mauvais livre — vient de lâcher sa bombinette dans l'atmosphère anesthésiée qui est celle du Portugal officiel depuis des années...

## à toute épreuve

Dans son best-seller (« **Le Portugal et son avenir** », paru en février), dont on ne trouve plus aujourd'hui un exemplaire, Spínola, se faisant le porte-parole d'une partie des officiers, affirme tout net que les guerres coloniales menées en Guinée-Bissau, en Angola, au Mozambique, ne peuvent plus être gagnées militairement : « **Pour résoudre le problème, nous avons trois voies : celles des concessions croissantes, qui conduit à une démission totale ; celle des concessions croissantes, entraîne à une escalade de la violence ; celle de la libéralisation, que nous croyons être la bonne, à condition d'avancer progressivement et dans la discipline, sous le signe d'une autorité à toute épreuve, renforcée par la légitimité** »...

Or, le général parle d'expérience : avant de se rallier à la « troisième voie », il a sur le terrain épuisé les ressources des deux premières — de la seconde surtout (1). Quant à « l'autorité à toute épreuve » à laquelle il fait allusion, tout porte à croire qu'il s'en considère le représentant le plus légitime, fasciné qu'il est par le destin historique d'un de Gaulle.

La solution préconisée ? Une grande « communauté » fédérale lusoafricaine, « l'intégration politique d'un pays multiculturel et multicontinental », avec autonomie interne de tous les territoires.

On le voit, il ne s'agit pas d'un quelconque « bradage de l'empire », ni même de l'octroi au meilleur prix d'indépendances formelles à des hommes de confiance, encore moins d'une franche ouverture de négociations avec les mouvements de libération reconnus comme interlocuteurs à part entière... Non, il s'agit simplement d'un impérialisme archaïque à qui la force des armes et la résolution des peuples finissent par poser quelques questions.

Et il n'est pas surprenant que les milieux militaires soient les premiers ébranlés. Enlisés dans le borbier colonial, malgré des effectifs qui atteignent 200 000 hommes, malgré un effort financier qui absorbe 50 % du budget métropolitain et les dollars américains, les soldats n'ont plus d'autres perspectives que de lamentables Dien-Bien-Phu. Les désertions (plus de 100 000 depuis 1961) se multiplient dans les rangs de l'armée, que la modicité des soldes et l'insécurité de l'avenir achèvent de démoraliser. Les idées émises par un Spínola sont plus ou moins celles d'une partie des officiers

— ce « clan des capitaines » qui s'est réuni à plusieurs reprises en fin 1973 et dans les premiers mois de 1974.

La parution du livre de l'ancien gouverneur et les rumeurs de coup d'Etat qui s'ensuivirent ont amené le pouvoir à décréter l'état d'alerte dans les casernes, puis la destitution du chef d'état-major Gomes et celle de son adjoint le général Spínola lui-même. Un début de mutinerie, le 16 mars, de 200 militaires, hommes de troupe et gradés confondus, à Caldas-Darainha, a rapidement tourné court et une trentaine de responsables sont actuellement entre les mains de la sûreté générale (l'ancienne et sinistre PIDE qui est restée en place). Il faut compter avec la radicalisation de certains officiers et soldats.

Cependant, l'heure d'un Spínola ou d'une libéralisation plus ferme n'a pas encore sonné. Ce n'est que partie remise : le régime de Marcello Caetano, bien que façonné par plus de 40 ans de salazarisme, ne peut plus indéfiniment se tenir à l'écart du monde, en dehors de l'histoire... Il est condamné à évoluer de l'intérieur ou à éclater.

## l'espoir des « libéraux »

Pour l'instant, les « ultras », qui représentent les secteurs les plus réactionnaires, les plus étroitement nationalistes de l'armée, de l'administration, de l'économie, ont repris les choses en main après un moment d'indécision. Ainsi donc, Caetano reste plus que jamais prisonnier de son camp d'origine. Il n'a pu en effet résoudre la contradiction fondamentale devant laquelle il s'est trouvé placé en 1969 en accédant au pouvoir : nécessité d'ouverture économique, vers l'Europe surtout, au capital étranger et aux trusts internationaux en même temps que volonté farouche de ne rien céder sur les plans politique et social, comme en ce qui concerne les « provinces d'outre-mer ».

Aujourd'hui, dans son entourage, on ne trouve plus un seul représentant du clan « libéral » qu'il avait naguère introduit au gouvernement. Ce clan libéral, constitué par le secteur le plus dynamique du capital financier et industriel, par les intellectuels qui se regroupent au sein du SEDES (Société d'Etudes pour le Développement économique et social) ou de l'hebdomadaire « **L'Expresso** », par une fraction

du haut-clergé, se rend bien compte, surtout après la farce des législatives d'octobre 1973, que l'« européanisation » du Portugal ne peut se faire sans un assouplissement de ses structures intérieures comme sans une révision notable de sa politique coloniale. Paradoxalement, ces libéraux se sont pris à espérer dans les « spinolistes » de l'armée...

A vrai dire, la situation économique et l'isolement diplomatique du Portugal n'ont jamais été si graves : ce pays de 9 600 000 hommes a un des niveaux de vie les plus bas d'Europe (870 dollars par habitant) ; par contre, il connaît le taux d'inflation le plus élevé (+ 20 %). Deux millions de ses citoyens travaillent à l'étranger. Toute l'économie portugaise est contrôlée par huit groupes tout-puissants qui ont partie liée avec les trusts étrangers (**Standard Electric-ITT, Grunding, Celbi-Cellulose, Diamang**, notamment).

Sur le plan diplomatique, et bien que l'équipement militaire des troupes coloniales soit constitué essentiellement, en violation flagrante des statuts, par du matériel de l'OTAN, la complaisance des alliés du « monde libre » commence à s'érouler passablement... La pression de mouvements d'opinion hostiles au totalitarisme du régime portugais comme au terrorisme répressif qu'il déploie en Afrique, l'obstination de Lisbonne ont provoqué la rupture de la solidarité atlantique lors du vote de l'assemblée générale de l'ONU recommandant l'admission de la Guinée-Bissau.

Dans ces conditions, le gouvernement de Caetano aux abois se retourne vers les Etats-Unis et leur offre en contrepartie d'une aide accrue la base aérienne de l'Ajes aux Açores pour leur

pont aérien de cargos géants C-54 et de Skyhawks à destination d'Israël... Toutefois, Nixon, peu soucieux de s'aliéner davantage l'opinion libérale de son pays, se fait tirer l'oreille. D'autre part, le sommet arabe d'Alger a décidé le boycott pétrolier du Portugal qui dépend à 75 % des livraisons du Moyen-Orient.

## une nouvelle opposition

Le régime incapable de résoudre ses problèmes rencontre en face de lui, outre la fronde libérale et militaire déjà mentionnée, une opposition plus radicale qui se précise.

Si les partis communiste et socialiste, qui n'ont pas d'existence reconnue sauf dans des limites très étroites en période électorale, ont sans doute échoué dans la voie légale, le mouvement étudiant se durcit et affronte aujourd'hui directement les forces de répression, en rapport avec la lutte contre l'enrôlement dans l'armée. De même, le mouvement ouvrier a de plus en plus souvent recours à la violence de masse.

C'est dans ce contexte qu'en septembre 1973, tirant la leçon de l'impasse réformiste, un certain nombre de militants issus d'horizons divers se sont retrouvés en position de critique et d'auto-critique à la recherche d'une alternative révolutionnaire. Ils ont créé le **Parti Révolutionnaire du Proletariat** (voir notre encadré) et, dans des conditions particulièrement difficiles, travaillent à l'organisation autonome de la classe ouvrière.

Ainsi, il pourrait bien se confirmer que les soldats du **PAIGC**, du **MPLA**, du **Frelimo**, en Guinée, aux îles du Cap-Vert, en Angola, au Mozambique, ne se soient pas battus seulement pour la libération de leurs peuples — qu'Amilcar Cabral soit mort aussi pour la libération du peuple portugais.

René LANARCHE ■

(1) Le plus haut fait d'armes de SPINOLA sera sans doute d'avoir fomenté l'assassinat à Conakry, l'an dernier, d'Amilcar Cabral, leader de la lutte de libération en Guinée-Bissau et au Cap Vert.

## le PRP : pour l'organisation autonome du prolétariat

En septembre 1973, un congrès de militants voulant rompre avec les pratiques réformistes de la gauche sociale-démocrate se réunit pour constituer le **Parti Révolutionnaire du Proletariat** et déterminer ses lignes d'organisation comme son orientation.

Il rassemble les **Brigades Révolutionnaires** (groupes d'action armée, créés en 1970), les **Commissions des Travailleurs Révolutionnaires** et des noyaux de militants apparus dans les différents secteurs de lutte, ainsi qu'une partie des éléments du **Front Patriotique de Libération Nationale** (FPLN) qui était basé à Alger.

Le manifeste du Parti « **Pour la Révolution socialiste** » déclare notamment :

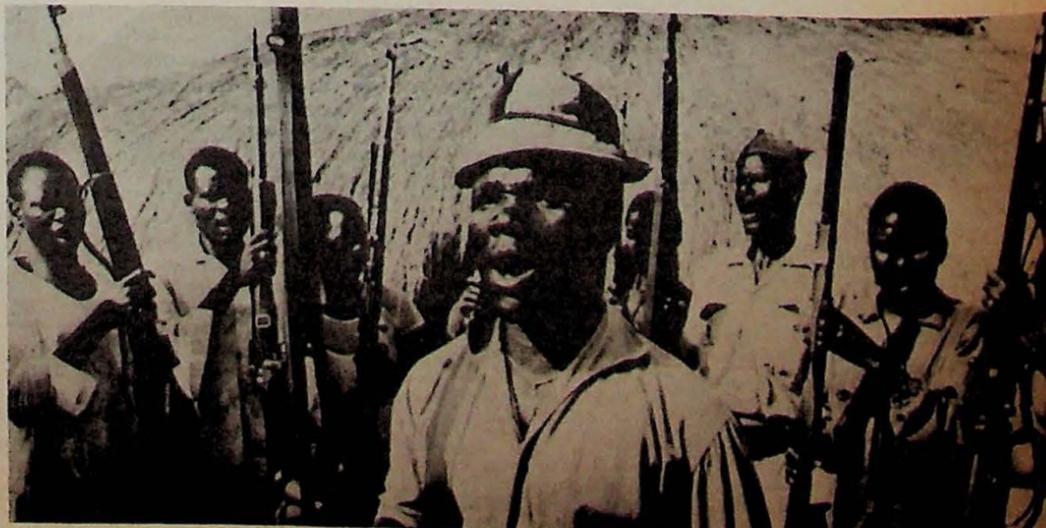
— **La lutte pour la révolution socialiste au Portugal n'est pas une lutte isolée, elle est partie intégrante de la lutte internationaliste du prolétariat contre l'impérialisme. Son caractère internationaliste est encore renforcé**

en ce moment par la coïncidence historique entre les intérêts du prolétariat portugais et les intérêts des peuples des colonies (...)

— **C'est l'organisation autonome clandestine du prolétariat qui devra conduire les luttes au sein même de celui-ci et c'est elle qui devra promouvoir la prise du pouvoir.**

— **Le processus révolutionnaire résulte de la conjugaison de la lutte violente de masses avec la lutte armée dans le même objectif tactique et stratégique.**

— **Le Parti Révolutionnaire du Proletariat, parti de militants, avant-garde et conscience théorique de la classe, sera un instrument au service des organisations autonomes, un organisateur, un point de rencontre et de conjugaison des différents niveaux et formes de lutte, les perspectivant dans le sens de la violence révolutionnaire, de la prise du pouvoir par le prolétariat, de la révolution socialiste.**



# CAMBODGE : vers les 10 000 « conseillers » US à Phnom-Penh

La semaine de solidarité avec le Cambodge organisée par les 53 mouvements français pour l'indépendance des peuples d'Indochine a coïncidé avec l'accélération sur le terrain, du processus de libération menée par le GRUNK et le FUNK...

A 40 km au nord de la capitale, l'armée de libération a occupé la ville de Oudong. La tactique du FUNK semble être de continuer l'encerclement de la capitale et couper toutes les voies d'accès ainsi que le Mekong. Pratiquement, 90 % du territoire (sur lesquels vivent 80 % de la population) sont déjà libérés. Dans le reste du pays, la population a manifesté son hostilité au régime de Lon Nol : des grèves ouvrières ont éclaté pour obtenir l'arrêt de la répression policière et l'approvisionnement en riz.

Certaines agences de presse occidentales ont déjà fait état d'exactions de la part des « Khmers rouges ». Il est urgent de rappeler qu'avant de déclencher des tirs d'artillerie sur des objectifs militaires et administratifs du régime Lon Nol dans la capitale, l'armée de libération avait déjà depuis trois ans averti la population qu'elle s'exposait tôt ou tard à de tels tirs en restant proche de ces cibles et dans la capitale. Malgré ces précautions, il y a eu malheureusement des victimes parmi les réfugiés que Lon Nol avait fait regrouper autour des installations militaires.

Un pouvoir populaire est installé dans les zones libérées. Aux divers échelons, du village jusqu'au niveau de la province, la vie y est relativement tranquille. Le prix des denrées est vingt fois moins élevé que dans les régions encore tenues par l'administration Lon Nol. L'approvisionnement en riz y est assuré grâce au pouvoir populaire. Les zones des patriotes s'organisent chaque jour davantage (hôpitaux, ateliers, écoles, coopératives, etc.)

## en bref

● Six mois après leur putsch, les **GENEREAUX CHILIENS** poursuivent encore leur sale besogne : alors que s'ouvre la saison des procès fabriqués, des anciens collaborateurs d'Allende se « suicident » (comme l'ancien ministre de l'Intérieur, José Toha) ou « meurent de crise cardiaque » (comme le général Bachelet, ancien responsable de la lutte contre le marché noir). Plus de 10 000 fonctionnaires, cadres politiques ou syndicaux et militants de base se trouvent encore emprisonnés, et les arrivées compensent les départs... Ce n'est pas le moment de relâcher l'effort de solidarité : à Helsinki, la « Commission d'enquête sur les crimes de la junte » a tenu sa première réunion le 21 mars, en présence des représentants d'une trentaine de pays ; à Paris, pour protester contre la réunion du « Club de Paris » (qui regroupe les principaux créanciers du Chili), une manifestation a eu lieu lundi dernier à l'appel du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien qui regroupe 300 comités de base dans toute la France.

● Les treize pays membres du **CLUB DE PARIS** se sont déclarés prêts à accorder des délais pour le remboursement de la dette extérieure chilienne. Les considérations politiques, auxquelles se sont montrés sensibles les « petits créanciers » Suède, Pays-Bas, Suisse) n'ont pas étouffé les grands pays capitalistes qui ont ainsi accordé un avantage substantiel au pays champion du monde pour l'inflation : 528 % en 1973, et 42 % rien que pour janvier et février derniers. Comme quoi, certains créanciers savent attendre : qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait...

● **LE SENEGAL**, a décidé de procéder avec la France à une révision globale des

On a signalé récemment le ralliement au GRUNK de 144 fonctionnaires. Après Kompong Cahm, en septembre dernier, plus de 200 000 habitants ont à nouveau gagné les zones libérées.

La présence dans les territoires libérés des membres du Gouvernement Royal Uni Cambodgien renforce sa position sur le plan national et international. Une soixantaine de pays ont déjà reconnu le GRUNK. Le gouvernement français, ne l'a toujours pas fait, et nous devons en France exiger cette reconnaissance du seul gouvernement légal et légitime du Cambodge.

## une nouvelle phase

L'arrêt des bombardements américains a pris officiellement fin le 15 août 1973. Après trois années de guerre électronique — cela ne signifie aucunement la fin de l'engagement américain au Cambodge et le soutien US au régime de Lon Nol. Bien au contraire, nous devons savoir que la guerre menée par les américains en Asie et précisément au Cambodge, rentre seulement dans une nouvelle phase, longuement préméditée par l'administration Nixon.

L'impérialisme américain poursuit ses livraisons d'armes à Phnom Penh (370 millions de \$ d'aide militaire et 250 millions d'aide économique sont prévus pour 1974. Lon Nol ne survit qu'artificiellement grâce aux dollars américains. Alors que les raids aériens de reconnaissance, d'intimidation et de mitraillage se poursuivent, l'administration Nixon a introduit 3 500 hommes « en civil » agents de

accords de coopération entre les deux pays. Mais rien à craindre cette fois : il ne s'agit pas de claquer la porte et de quitter la zone franc, comme l'on fait en 1973 la Mauritanie et Madagascar ; ni même de hausser le ton, comme le Dahomey, le Togo ou le Tchad. Les Français sont chez eux au Sénégal, Senghor n'est pas hérald de la francophonie pour rien ; et il ne souhaite pas le départ des 1400 coopérateurs et des 2 000 militaires stationnés dans le pays. Simple « toilette » d'une coopération jugée « exemplaire », souligne « Le Monde ». L'appareil de répression et d'exploitation baptisé pompeusement « coopération » reste donc en place au Sénégal ; mais attention à la jeunesse qui pourrait bien envoyer un jour son Senghor « plus haut que Carre-ro »...

● **LA SECHERESSE**, c'est pour l'arrière-pays : les fonctionnaires africains, les commerçants ou coopérateurs étrangers n'en voient que des photographies. Selon des enquêteurs américains de la fondation Carnegie, il y aurait déjà 100 000 morts dans les zones frontalières entre le Sénégal, le Mali, la Haute-Volta, le Niger et la Mauritanie. « Un désastre administratif et bureaucratique s'est ajouté à la calamité naturelle avec, pour résultat inévitable, un prix élevé en vue et en souffrances humaines » souligne leur rapport. Ces chercheurs mettent directement en cause la FAO (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Tout comme une trentaine de chercheurs français avaient rappelé, dès 1972, les responsabilités des gouvernements français successifs et celles des équipes africaines à eux dévouées dans le développement de ce qui n'est pas seulement une calamité naturelle : on n'est pas chez soi sans quelques désagréments...

la CIA, conseillers « techniques » militaires recrutés en Thaïlande — il y a même des Français —, personnel diplomatique : bref, des experts en tous genres, pour prendre directement en main « l'administration » de Phnom Penh. Les américains se préparent déjà à porter ce chiffre à 10 000 avant la fin de l'année. Indépendamment des stocks considérables disponibles dans ses diverses bases, le Pentagone prévoit pour la présente année fiscale la fabrication de 177 000 tonnes de bombes supplémentaires et la préparation de 276 963 heures de vols pour les opérations des US Air Forces dans l'Asie du Sud-Est, sans compter 750 000 heures de vol de l'aviation saïgonnaise, la troisième dans le monde.

Certains veulent y voir une guerre civile et proposent aux patriotes cambodgiens dont la position militaire et politique est extrêmement forte, de se réconcilier avec Lon Nol ou avec certains membres de son groupe assimilés à « une troisième composante » qui n'existe que dans l'esprit de certaines puissances. En fait, il ne s'agit que d'une manœuvre politique de diversion et de propagande basée sur un « faux libéralisme à l'occidental ». Car ce serait demander à un peuple d'accepter la domination américaine contre laquelle il se bat depuis plus de quatre ans.

## aucun compromis

Dans le FUNK se retrouvent, au sein d'un Front uni, des tendances diverses : patriotiques, démocratiques,

communistes, socialistes... L'important, dans l'état actuel de la situation, est l'unité de ce Front sur la base de la lutte résolue sans compromis, jusqu'à la victoire totale, contre l'ennemi impérialiste américain et son simple outil, Lon Nol.

L'objectif est la libération du territoire. Mais déjà se précise une ligne politique, empirique et prudente : ce sera vraisemblablement celle d'une démocratie paysanne à base villageoise et régionale qui semble, d'après les responsables cambodgiens, correspondre le mieux aux aspirations démocratiques d'un peuple pacifique et non aligné. La lutte des Cambodgiens est complémentaire de celle menée par les Vietnamiens. Accélérer la chute de Lon Nol, c'est en même temps enlever à Thieu un appui, c'est permettre au GRP de développer son action dans les zones libérées, c'est aider le peuple lao à se débarrasser des reliquats de la présence américaine.

Autant de raisons de rester vigilant, et de développer le soutien à un peuple qui connaît aujourd'hui une situation bien comparable à celle du Vietnam des années soixante, avec la mise en place progressive d'un appareil de « conseillers » étrangers destinés à remplacer directement une administration devenue défailante.

Jean CORDAT ■

## le soutien du PSU

Yves le Foll, député PSU, vient de poser une question écrite au Ministre des affaires étrangères à ce sujet. Il s'indigne du soutien politique encore accordé par le gouvernement français au maréchal Lon Nol et à son allié, le général Thieu. Robert Chapuis, secrétaire général du parti, a par ailleurs pris la parole à la Conférence de solidarité pour les peuples

d'Indochine afin d'exprimer le soutien du PSU à la politique menée sur le terrain par les patriotes cambodgiens : « L'adresse du GRUNK, a-t-il notamment déclaré, c'est dans les faubourgs de Phnom Penh qu'il faut la chercher. Et les forces de votre Funk ont déjà libéré une très grande partie de votre territoire ».

rés à l'avance. Les juges n'ont pas semblé s'en émouvoir...

« Procès truqués au-delà des Alpes » : une rubrique à suivre, car la « stratégie de la tension » n'est pas exclusivement une spécialité italienne...

● **NAYEF HAWATHMEH**. Dans un interview à un journal de Tel Aviv, le leader du **FDPLP** a rendu publiques des propositions qui peuvent bouleverser le statu quo que les sionistes de Mme Meier s'efforcent de conserver, fort mal d'ailleurs (cf. les récentes manifestations hostiles à Dayan et à Golda Meier). Faisant une analyse marxiste de classe de la situation au Proche-Orient et de la lutte palestinienne, le **FDPLP** annonce la couleur, ce qu'il a d'ailleurs toujours fait depuis sa création en 1969. Les contacts qu'il a déjà pris avec les progressistes israéliens du **Matzpen** placent le **FDPLP** comme interlocuteur valable, au sein de l'OLP, pour l'avenir de la Palestine. Voici un extrait significatif de cet interview :

« Notre lutte aujourd'hui et à l'avenir a pour objectif l'établissement d'un Etat démocratique palestinien sur l'ensemble de la terre de Palestine au sein duquel les Arabes et les Israéliens jouiraient des mêmes droits et pourraient développer leur culture propre dans un cadre démocratique progressiste, hostile au sionisme chauvin et expansionniste, hostile également à l'impérialisme et à la réaction arabe. C'est dans ces conditions que pourraient se développer les relations entre eux. » Nous aurons à revenir à l'occasion du prochain Conseil national palestinien (début mai), sur l'ensemble du débat (voir TS n° 610, l'article de J. Cordat)

● Autre affaire qui tourne court, et pour cause : **LE SECOND PROCES DE VALPREDIA**. A peine commencé le 18 mars à Catanzaro, en Calabre, il a dû être reporté. Il est en effet manifeste que l'anarchiste n'est pour rien dans l'attentat de Milan qui fit seize morts en décembre 1969. Par contre, trois fascistes ont été inculpés par le juge d'instruction. Valpreda et ses avocats tiennent cependant à participer au procès afin de démontrer publiquement le mécanisme du complot meurtrier et de l'enquête dans lesquels sont impliqués la police et des personnalités de droite, industriels et journalistes.

● Enfin, les sentences sont tombées au « PROCES DU 22 OCTOBRE » (les « Tupamaros » de Gènes). Les peines sont lourdes, en particulier pour Mario Rossi, condamné à prison à vie. Coup de théâtre : le premier témoin à charge a avoué avoir signé, pour de l'argent, des procès-verbaux d'interrogatoire, prépa-

# la presse à la botte

**Contrôler étroitement l'information et l'ensemble des « mass media », c'est bien sûr une absolue nécessité pour la bourgeoisie. Plus un régime est impopulaire, plus il repose sur une base sociale étroite, moins il peut se permettre de lâcher la bride à « ceux qui font l'opinion » la presse, les radios, la télévision. On assiste actuellement à une volonté accrue du Pouvoir de mainmise sur l'ensemble des grands moyens d'information. C'est ce qu'analyse ci-dessous Gilbert Hercet. Et c'est ce qui a motivé l'adoption par la dernière DPN du PSU d'un certain nombre de propositions d'actions dans ce secteur névralgique de la lutte politique.**

Le dispositif gouvernemental — qui ne date pas d'hier — s'est encore perfectionné ces derniers mois. Le projet de réforme de l'ORTF en est un des éléments essentiels : mais il ne doit pas masquer tout le reste. Trop de gens croient encore, par exemple, à la prétendue liberté des radios « périphériques », par rapport aux radios d'Etat. On s'imagine que l'Agence France Presse est un temple d'objectivité, à l'abri de toutes pressions et de toutes ingérences.

Il faut y regarder de plus près. En commençant par la dernière nouveauté mise en place par le régime : la fameuse délégation à l'information.

Il s'agit en effet d'une des pièces maîtresses du dispositif. Persuadé, non que sa politique est mauvaise (la preuve : Messmer succède à Messmer), mais qu'elle est « mal vendue », le gouvernement est désormais bien décidé à « faire passer » son message, par le canal de la Délégation. Disposant d'un budget de 10 millions de francs et d'un personnel de départ de 80 personnes, étant en liaison avec les services de la Documentation française (qui jusqu'à présent avait réussi à garder leurs distances avec les gouvernements en place), établissant des liens plus articulés entre les stations régionales de l'ORTF et les préfectures régionales et départementales, étant à même de fournir à la presse non seulement des dossiers documentaires et des explications ponctuelles, mais très prochainement un flux continu d'informations acheminées par téléphone et par télex, la Délégation doit devenir une véritable agence de presse gouvernementale. Elle doit être doublée prochainement d'un « Institut d'étude des problèmes de l'information », dont l'idée a été lancée personnellement par le Premier Ministre, et dont on conçoit qu'elle puisse susciter les plus légitimes alarmes, notamment du côté des animateurs et des étudiants des centres de formation des journalistes.

## en tandem

La personnalité nommée pour diriger la Délégation, M. Denis Baudoin, ancien chef des services de presse de l'Elysée, a montré qu'on pouvait compter sur lui en inaugurant ses fonctions par de multiples déclarations, on ne peut plus « autorisées », sur le changement de gouvernement.

Mieux : en même temps que Délégué à l'Information, M. Baudoin reste le PDG de la SOFIRAD, c'est-à-dire de la société d'Etat chargée de gérer les intérêts étatiques dans les postes périphériques (Radio Monte-Carlo et Sud Radio de façon massivement majoritaire, Europe n° 1 avec 46 % des voix à l'assemblée des actionnaires.).

Le tandem est ainsi parfait : M. Lecat est en même temps porte-parole du gouvernement, ministre de l'Information, chargé des problèmes de l'aide de l'Etat à la presse écrite et de la tutelle de l'ORTF ; M. Baudoin est délégué à l'in-

formation et chargé des intérêts de l'Etat auprès des « périphériques ». L'empire de ce dernier ne s'étend pas complètement jusqu'à RTL mais qu'on prenne un peu patience. Après un subtil retournement d'alliances au Conseil d'administration du poste luxembourgeois, Havas fait désormais partie de la majorité d'actionnaires contrôlant RTL, et l'Etat français aura plus que son mot à dire dans la désignation du directeur d'antenne, après la disparition de M. Prouvost.

## l'AFP vulnérable

La crise récente de l'Agence France-Presse (A.F.P.), à l'occasion d'une grève dans la catégorie « employés » de l'AFP, et du retard apporté à l'adoption du budget de l'agence, a rappelé la précarité de l'indépendance de l'AFP, la fragilité de son fonctionnement et sa vulnérabilité aux pressions gouvernementales. La section CFDT de l'Agence France-Presse le notait le 27 février : « Depuis le début de la crise, nous avons été informés de source sûre que le Pouvoir a pris prétexte de la couverture de l'affaire Lip par l'AFP et de certaines informations de l'Agence sur l'état de santé du président de la République pour retarder le vote du budget 1974. Un député de la majorité est allé jusqu'à demander ouvertement au Premier Ministre que des mesures soient prises à l'encontre de l'Agence ».

Alors que le statut de l'A.F.P. lui interdit de « passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique », elle a de plus en plus de peine à résister aux continues pressions de la majorité gouvernementale, dont l'argument se résume au fait que, par le système des abonnements à taux préférentiel, l'Etat assure 60 % du financement de

l'Agence. Et ces messieurs, malgré leurs belles théories juridiques libérales, ont tôt fait de confondre Etat et gouvernement.

On sait l'importance vitale de l'AFP pour les journaux : sans les agences ils seraient privés de plus des trois quarts de leurs sources d'information ; sans l'AFP le monopole de la collecte de l'information dans la plupart des pays du monde serait anglo-américain (reuter - AP - UPI). C'est dire combien, pour nous tous, l'indépendance de l'AFP doit être un principe absolu. Force est de constater qu'aujourd'hui il est quotidiennement bafoué par ceux-là mêmes qui ont pour mission de le faire respecter.

## ORTF : Le lit du privé

L'ORTF est bien sûr au centre des préoccupations du Pouvoir et de l'industrie privée. La mission de l'ORTF est, on le sait, de distraire, informer, éduquer, et, précise désormais son statut (depuis 1972), de cultiver et de « répondre aux aspirations de la population en ce qui concerne l'ensemble des valeurs de la civilisation ». Et la télévision se charge bien, tous les soirs, de nous rappeler, par le choix de ses dramatiques, de ses jeux, de ses feuilletons, de ses émissions de variétés, au service de quelles valeurs, de quelle civilisation elle est. L'objectif est clair, surtout depuis quelques années (rapport Paye), c'est, comme le note la section CFDT de l'ORTF, « de mettre l'Office en concurrence avec les radios et les télévisions privées sur leur propre terrain — o'objectif c'est à terme de confondre dans une même « culture » de la consommation et du profit le service public de l'audiovisuel et les stations privées ».

La télévision se charge aussi tous les soirs de nous rappeler, sur ses trois chaînes, et notamment sur celle qui est la plus écoutée, ce qu'il entend par une information « honnête et loyale »... Jamais depuis 1969, les interventions politiques de la majorité n'avaient été aussi nombreuses et puissantes ; comme à l'AFP, l'affaire Lip a d'ailleurs considérablement accru le contrôle politique sur l'actualité télévisée. Jamais depuis 1969 les réflexes d'auto-censure n'avaient été autant développés au sein des rédactions de l'ORTF.

Quant à l'innovation essentielle de la réforme Marceau Long, elle apparaît désormais très simple : il s'agit de pré-



parer la privatisation progressive de la production des émissions télévisées (en commençant sans doute par un certain nombre de magazines), tout en réservant à l'Etat le monopole de la diffusion, c'est-à-dire le contrôle politique, et aussi la charge du coût financier le plus lourd. Le service central d'achat des programmes (qui avait d'ailleurs inauguré une politique fort laxiste de contacts avec l'industrie privée) sera désormais supprimé, et ses fonctions remplies par les directions des trois établissements publics chargés des trois chaînes de télévision. Autant de possibilités nouvelles pour les firmes de production de traiter avec l'Office. Personne ne peut d'ailleurs s'y tromper : il n'est que de voir le nombre d'organismes privés de production télévisée qui se créent en France depuis quelques mois. Les souris se précipitent sur la Maison-Gruyère. La voie ouverte par Télé-Hachette et Télécip (Philips) sera bientôt encombrée.

Mais bien sûr, officiellement, le sacro-saint principe du monopole de l'Etat sur la diffusion — des ondes hertziennes tout au moins — n'est pas entamé. On nous prévient d'ailleurs aimablement : c'est la « dernière chance du monopole ». Tenez-vous bien, travailleurs et syndicats, sinon, tant pis pour vous, c'est vous qui l'aurez voulu : l'Etat, qui se sera révélé incapable, passera la main au privé. Rappelez-vous : l'air est connu. On nous l'a chanté déjà — avec quel succès — pour les autoroutes. Et, pour la télévision comme pour les autoroutes, on aura toujours sous la main des sondages d'opinion à nous citer pour nous montrer ce que sont les « vrais souhaits » du public...

Et puis, bien sûr, alors que le monopole devrait s'étendre à « tous les procédés de télécommunications », on se prépare à le bafouer ouvertement pour tout ce qui concerne la télédistribution, c'est-à-dire la transmission des images non plus par ondes, mais par câble. Là encore, le dispositif industriel privé est prêt (Vidéocités, Téléétudes, Gifatel, etc...).

Enfin, le lit du privé est déjà fait pour la mise sur vidéo-cassettes des productions télévisées de l'ORTF. — On sait que Hachette — par l'intermédiaire de « Vidéogrammes de France » — a été la première mise dans la course : ce qui revient à dire que Hachette va pouvoir réaliser de substantiels bénéfices à partir de la « mise en conserve » d'émissions financées par... les redevances des téléspectateurs !

C'est pour faire face à cette aggravation de la situation que le PSU entend faire de la lutte pour libérer l'information un thème majeur de la lutte politique. Un combat qui doit être mené dans l'unité la plus large.

## Propositions d'actions

- 1) Soutien aux luttes sociales dans l'information - Contrôle populaire et autogestion ;
- 2) Campagne de dénonciation de la politique du pouvoir ;
- 3) Combat pour faire de l'ORTF un véritable service public décentralisé ;
- 4) Appel aux organisations anti-capitalistes pour des actions communes. Soucieux d'élargir au maximum le front de la lutte pour démystifier et changer l'information, le PSU propose aux organisations politiques et syndicales anti-capitalistes d'envisager dès maintenant des actions communes dans ce secteur. Ces actions pourraient notamment se développer sur les thèmes suivants :
  - Campagnes d'explication ponctuelles à l'égard de certaines émissions et de certaines publications, avec soutien par du matériel massif, national ou régional ;
  - Lutte pour imposer un temps pour l'information — toute l'information — dans les entreprises. Utilisation à cet effet de moyens audio-visuels et de débats entre travailleurs et professionnels de l'information ;
  - Mêmes actions au niveau local, particulièrement dans les municipalités ouvrières ;
  - Soutien aux expériences — locales,

régionales et nationales, de contre-information, qu'il s'agisse de journaux « parallèles » ou de tentatives de vidéo-animation.

5) Appel pour une mise en commun des moyens d'information nouveau.

Au-delà des campagnes communes, le PSU propose à l'ensemble des organisations anti-capitalistes de mettre leurs forces en commun pour donner à la classe ouvrière de véritables moyens d'information :

- imprimerie à la disposition des organisations ;
- centrale de matériel audio-visuel : équipements techniques, vidéo-cassettes, etc... mises à la disposition des travailleurs ;
- centrale de production film-son ;
- agence de presse : alimentée par les travailleurs et par les journalistes en lutte de la presse dominante.

Enfin, dès aujourd'hui, le PSU est prêt à entamer avec les organisations qui en seraient d'accord et en y associant l'ensemble des travailleurs, un vaste travail de recherche et d'élaboration sur ce que pourra être l'information dans un régime de transition au socialisme et dans une société socialiste. DPN du PSU ■

(17.3.74)

Gilbert HERCET ■

# les « rotatives » du PSU

« Les rotatives du PSU », c'est une sorte de revue de presse, inaugurée récemment dans TS, et qui se propose de donner quelques nouvelles des fédérations du PSU, au travers des multiples journaux et périodiques locaux diffusés dans toute la France. La presse du PSU est riche et diverse, à l'image de son action militante. Cette rubrique en témoigne.

● **LE COMBAT SOCIALISTE** - 3 rue Quinquaine - 22000 St-Brieuc. Tél. 33.39.44 - abonnement hebdo/mensuel : 25 F - mensuel : 10 F, C.C.P. Rennes 22.38.02.

Une date : 23 février, naissance de l'édition mensuelle. Dans ce numéro, notre camarade Roger Prat, conseiller général du Finistère, pose cette question : « A Morlaix, le tourisme pour qui ? » :

Le Conseil général avait à donner son avis sur les programmes annuels d'équipements collectifs à caractère départemental : accueil et animation en milieu rural. Or dans les propositions figuraient le projet d'aménagement du Parc des loisirs de Lan Rohou, création de la Chambre de Commerce de Brest.

Un certain nombre d'équipements sont prévus dans ce Parc. On pourra y pratiquer le tennis, l'équitation, la natation et même le ball-trap et le tir à l'arc. Mais la pièce maîtresse de cet ensemble est constituée par un golf international de 18 trous qu'utiliseront quelques dizaines de privilégiés de la fortune pour lesquels sera d'ailleurs construit un club-hôtel de très grand standing. Pour maintenir ce golf en parfait état il bénéficiera d'une irrigation automatique, une réserve d'eau étant construite à cet usage.

Il n'est pas acceptable que l'on consacre plus de 7 millions de F à l'aménagement d'un parc d'où sera exclue la population travailleuse.

Il n'est pas tolérable que dans un temps où les besoins en eau, tant pour le secteur rural que pour le secteur urbain, se font pressants pendant la saison estivale, on réserve cette eau pour la satisfaction de quelques nantis.

Condamnation par notre camarade, au Conseil Général, de l'exploitation capitaliste des ressources naturelles. Lors du scrutin concluant le débat seulement 12 conseillers de gauche sur les 19 que compte le groupe, ont fait cause commune avec Roger Prat. Les 7 autres auraient-ils quelques menus intérêts en perspective ?

Dans l'édition hebdomadaire, un breton raconte ce qu'il a enregistré lors de sa visite au Salon de l'Agriculture. Marcellin a eu une petite phrase mémorable pour les paysans « Vous pouvez compter sur moi pour soutenir l'agriculture avec vigueur ».

« Pour de la vigueur, il a de la vigueur » a marmonné derrière moi un type qui finissait de cracher ses dents entre deux syllabes. Un gars à casquette, le visage à la Calabrine après douze rounds devant Bouttier et qui tentait de rouler une cigarette malgré son plâtre au poignet droit. « Parfaitement ! qu'il a poursuivi le gars. La dernière fois qu'il s'est occupé de l'agriculture « avec vigueur » c'était l'autre lundi à Guingamp. Y a dix mille paysans qui peuvent vous dire que, pour une fois, y faut pas se foutre de ses promesses. Celle-là, il est capable de la tenir » ! Ah ! la vache !

(n° 717 - 9 mars 74)

● **CITOYEN** - bulletin de la section de Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise)

Monsieur le Maire est apolitique... M. le Maire de Cormeilles n'est d'aucun parti, il n'en soutient aucun. Il l'a dit, redit et vient encore d'en montrer la preuve en poursuivant en diffamation le signataire d'un article du journal « Le Cormeillais » (PC) qui déclarait « M. le Maire est dans la droite de ligne de l'UDR ». Considérez-vous, M. le Maire qu'il est infamant d'être UDR ? Nous n'aurions jamais, quant à nous, osé aller jusque là. Cet apolitisme va jusqu'à la méconnaissance de la démocratie (...) qui veut que l'élu soit l'élu de tous (...). Il semble qu'il n'en soit pas ainsi dans tous les domaines à Cormeilles. Mais nous ne citerons que le cas que nous connaissons bien : celui de l'attribution aux collectivités locales de 4 salles de réunions. Elles sont arbitrairement refusées au cercle culturel (15 ans d'existence, agréé au titre d'éducation populaire à la Jeunesse et Sports, subventionné) parce qu'il n'a pas sur la culture les mêmes idées que M. le Maire.

Les salles ont été également refusées au député de la circonscription, Claude Weber

(PC) désireux de rendre compte régulièrement de son mandat aux cormeillais (...) alors que les maires du canton ont accordé une salle sans difficulté. Citoyens de Cormeilles, si vous désirez pouvoir utiliser les salles municipales (payées par vos impôts), sachez que cela ne vous sera possible que pour des chançonnettes, du catch, des bals, de la musique classique (à la rigueur) mais surtout pas pour aucun sujet qui puisse faire réfléchir.

(n° 54 - janv. 74)

● **COMBAT SOCIALISTE EN FRANCHE COMTE** « LE N° 5 F 5 rue de Vignier - Besançon -

Lip, Lip, Lip, bien sûr, à Besançon. Mais il y a aussi des bidasses, et il se passe de drôles de choses au 4e Hussards :

29 décembre 73... un appelé incorporé au 4e Hussards est mort. Au nom de l'entraînement et de la discipline. Mort stupidement pour que se perpétue la « grande » Armée française.

Avec ses camarades, il devait effectuer une marche-commando : 7,5 km en moins d'une heure avec sac de 7 kg et demi, fusil et casque lourd. Les conneries militaires habituelles, quoi... Sauf que cet appelé fait de l'hypertension chronique. Il ne demande pas à être exempté. Parce que la pratique est de supprimer les permissions aux « bleus » qui se font exempter. Et il tient à sa perm' de 5 jours de Nouvel An : originaire de Nîmes, il a sa fiancée là-bas et ils doivent se marier début 74.

Alors, il marche, il souffre à tel point que le chef de peloton (aspirant, appelé) lui prend le sac et le fusil. Malgré cela, à 1 km de l'arrivée, C.B. tombe mort.

En signe de deuil, le réveillon de nouvel an s'est déroulé à la Caserne Ruty. Le 7 janvier, lors d'une cérémonie, sonnerie aux morts et minute de silence. Le colonel affirme que « C.B. est mort d'une maladie subite et foudroyante »... les résultats de l'autopsie sont tenus secrets (...) Révélations du « Canard Enchaîné » qui dénonce les faits. Grand émoi à l'Etat Major. La Grande Muette a des fuites.

La mort de C.B. est un meurtre. Ceux qui lui ont fait accomplir cette marche malgré son dossier médical sont responsables.

(n° 13 - fév. 74 -)

● **LE REVEIL SOCIALISTE DE LA HAUTE MARNE**

Fédération PSU Haute Marne - trimestriel - abt : 4 F - le n° : 1 F CCP - Chalons - 643 78 B

Le prix du lait. Ce problème devient crucial : pour 34 kg de matière grasse, le prix moyen est de 0 F 57 par litre (0,58 en 72), le prix européen est de 0,61 F. Les agriculteurs haut-marnais souhaitent la remise en cause de ce prix... Les coopératives laitières se trouvent dans des situations financières difficiles. Nous constatons que nos coopératives ont été victimes d'une politique de notables qui n'ont pas voulu remettre en cause leur gestion au moment voulu.

« St Dizier ville morte. Nuisance des grands aéroports. Des zones de bruits fort (A et B) ont été déterminées, dans lesquelles, selon la circulaire de M. Messmer, les constructions nouvelles à usage d'habitation sont interdites. Dans les zones de bruit modéré (C), les programmes de constructions de logement groupés sous forme de lotissement ou zones d'aménagement concerté (ZAC) sont également interdits.

De ce fait, la Zup de Marnaval pour laquelle la municipalité de St Dizier a déjà dépensé 31 127 392 millions d'A.F. est vouée à l'asphyxie. La non construction de Marnaval est une catastrophe pour la ville, qui n'a d'autre direction dans laquelle elle puisse s'étendre.

(n° 41 - déc. 73)

● **TRIBUNE SOCIALISTE - val de marne**

journal d'information bimestriel le n° : 0 F 50 26 avenue Clément Pradeau 94350 Villiers sur Marne

« Le petit bois » livré aux promoteurs (La Queue en Brie). Dans son édition de juin 73, le journal mettait en garde la population contre « l'assassinat crapuleux » du petit bois cher aux enfants. Il était pour les instituteurs des écoles Pasteur et Lamartine le terrain pour la classe en plein air, au cours de laquelle la leçon d'observation « sur le vif » fait suite au parcours de la leçon de gymnastique. (...) Aujourd'hui le petit bois a vécu (...). Dans quel plan d'urbanisme la mort du petit bois était-elle inscrite ? Une déclaration d'utilité publique a-t-elle été demandée et une publicité suffisante a-t-elle été faite à cette déclaration ? (...). Nos élus ne doivent pas travailler dans une quasi-clandestinité. En votant pour la municipalité en 1971, les caudaciens ont-ils signé un chèque en blanc ? Les conseillers municipaux sont les porte-parole des habitants, mais, pour être constamment les interprètes de la population, ils doivent lui demander constamment son avis. La vraie démocratie est à ce prix.

(n° 4 - nov./déc. 73)



## ACTION

Comme on sait, nos camarades des Centres d'Initiative Communiste ont décidé à la majorité, de rejoindre le PSU. Parallèlement, et afin de maintenir une intervention qui constituait leur spécificité, ils ont décidé de poursuivre la publication d'Action, qui sera maintenant édité par le Centre d'Etude et de Recherche Communiste pour l'Autogestion.

Au sommaire du n° 10 qui vient de paraître : A. Barjonet : quelle crise ? — S. Depaquit : Programme commun et conquête du pouvoir — Y. Craipeau : La gauche socialiste — G. Féran : Le PSU et l'unité — R. Pannequin : Le PCF change-t-il ? — M. Ravelli : Les bolcheviks et le contrôle ouvrier — V. Fay : Les oppositions en URSS — et un texte : Pourquoi les CIC rejoignent le PSU.

Prix : 2,50 — Abonnements : 1 an : 25 F (jumelé avec CERCA : 50 F)

ACTION : 42 rue René Boulanger 75010 - Paris

CCP 33 060-75 La Source

## DCL ne vend pas « de la vacance »

Nous proposons et animons :

- des voyages en Albanie, Algérie, Palestine, Tanzanie, Pérou, etc. (\*)
- des séjours en France : dans les Cévennes, le Jura, les Pyrénées... (\*)
- des activités de loisirs : ski, cheval (\*)
- des rencontres militantes.

DCL - 94, rue N.-D. des Champs - 75006 PARIS - Tél. 325.00.09-635.77.78. Permanence de 16 h à 19 h 30.

(\*) demandez notre brochure gratuite.

## cinéma 74

LE JEUNE CINEMA OUEST ALLEMAND

\*

LE CINEMA SUISSE ALLEMAND

\*

LE NOUVEAU CINEMA POLONAIS

\*

CE MAUDIT CINEMA par André Astoux

\*

ENTRETIEN AVEC MIKLOS JANCZO

\*

Et toute l'actualité

\*

En vente partout

## dans la mémoire d'Edouard Depreux

C'est aux Editions SYROS que va bientôt paraître le livre d'Edouard Depreux : « Servitude et grandeur du P.S.U. ». Les bonnes feuilles que nous publions ci-dessous évoquent le massacre de Charonne, le 8 février 1962.

Le P.S.U. était bien entendu présent, le 8 février 1962, à Charonne, aux côtés des autres organisations de gauche.

Je peux apporter un témoignage direct sur un point qui n'est d'ailleurs plus controversé sérieusement : des militants pacifiques ont été, à mes côtés, l'objet d'une odieuse agression (je pense en particulier à mon ami Verlhac auquel le P.S.U. et la ville de Grenoble doivent tant, qui a été frappé avec une particulière brutalité et sérieusement blessé), après que les représentants de la C.G.T. et de la C.F.T.C. (la C.F.D.T. n'était pas née), André Tollet et Claude Bouret, eurent lu une déclaration marquant la fin de la manifestation. Je reverrai toujours le garage Citroën, où l'on soignait les blessés tous couverts de sang (sauf Verlhac dont l'état était plus grave). J'en ai été moi-même écla-boussé et j'ai dû me nettoyer avant d'aller prendre la parole dans une réunion publique à Champigny. Un élu a dit : « J'ai commis une imprudence en gardant mon écharpe. En la voyant, ils ont frappé plus fort. » Qui étaient ces personnages ainsi désignés par un pronom ? On s'est bien gardé de poursuivre jusqu'au bout l'enquête : elle aurait permis d'identifier et de punir ceux qui, notamment dans la bouche du métro, ont assassiné des hommes n'exerçant pas la moindre violence. Des centaines de milliers d'hommes et de fem-

mes ont assisté aux obsèques des victimes. La gauche sait s'unir pour enter- rer ses morts. Ne sera-t-elle pas capable de s'entendre pour éviter d'autres carnages et faire triompher la cause pour laquelle tant des siens sont tombés ?

### scènes effrayantes

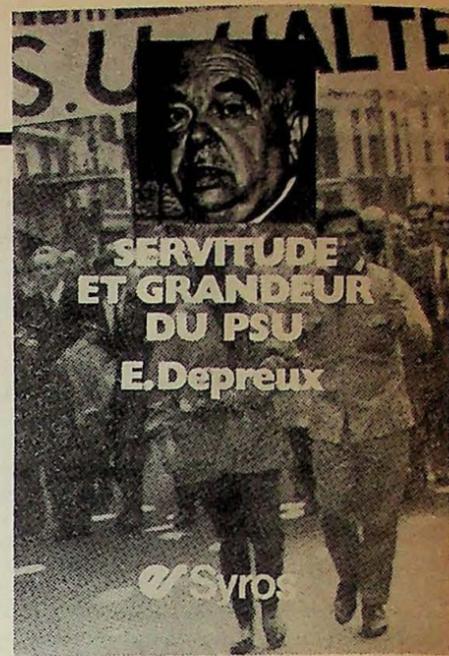
Parmi les nombreux scandales qui ont été étouffés ces dernières années, l'assassinat resté impuni d'innocentes victimes le 8 février 1962 figure au premier rang. Avec le recul des années, mon indignation est aussi vive que le soir même. J'ai relu *Le Monde* du 10 février pour confronter son récit avec mes propres souvenirs. Un titre, sur toute l'étendue de la page II, porte « la tragique manifestation anti-O.A.S. de Paris » et le sous-titre évoque « le plus sanglant affrontement entre policiers et manifestants depuis le 6 février 1934 ». Le Pouvoir a donné différentes versions sur l'identité des individus qui se sont précipités sur les manifestants : appartenaient-ils à la police régulière ? A une police spéciale baptisée d'un autre nom ? Etaient-ce de faux policiers qui s'étaient procuré des uniformes ? C'est M. Papon lui-même qui, après avoir parlé de complot communiste et affirmé que ses hommes étaient en état de légitime défense, a émis cette hypo-

thèse. Il s'est bien gardé de laisser se développer l'enquête, après avoir recueilli quelques témoignages, et l'op- position a été incapable d'imposer une commission d'enquête, dotée de tous les pouvoirs et investigations nécessai- res.

Un point est acquis : il y a eu des bagarres parfois violentes, elles avaient pris fin — (je ne suis pas le seul à avoir entendu les dirigeants syndicalistes donner l'ordre de dispersion), lorsque, suivant *Le Monde*, à la station du métro Charonne, se produisirent « des scènes sans doute les plus effrayantes de toutes, car les policiers ont chargé dans les escaliers et dans les couloirs du métro, dont les grilles fermées ont été enfoncées, des manifestants qui dévalent. »

« Les bagarres, où les grilles d'ar- bres avaient été employées et qui avaient précédé cette ruée des forces de police, avaient pris pratiquement fin. Des syndicalistes avaient invité leurs troupes à se disperser. Mais la poursuite à l'intérieur de la station, l'affluence affolée dans un espace exigu, les grenades lacrymogènes et les coups provoquèrent la mort de plusieurs personnes dont le décès semble dû, pour la plupart, à l'asphyxie ou à des bousculades mortelles ».

Roland Florian, membre du Bureau national du P.S.U., était à quelques mètres de moi, lorsque nous avons été séparés par la charge furieuse des poli- ciers vrais ou faux. Quelques jours plus tard, après me l'avoir montrée et obtenu mon plein accord, il a adressé à M. Frey, ministre de l'Intérieur, une lettre fondée



sur un témoignage direct qui consti- tuait un réquisitoire écrasant.

### le sommeil de Papon

Le P.S.U. a, dès le 9 février, publié un communiqué dénonçant les agisse- ments de la police et demandant des sanctions :

« Le Bureau national et les fédéra- tions de la région parisienne du P.S.U. communiquent : « Les unités de police lancées par le préfet Papon contre la manifestation anti-O.A.S. se sont livrées à des actes d'une incroyable sauvagerie. La plupart des victimes ont été frappées au moment où la man- ifestation prenait fin. Le P.S.U. qui compte de nombreux blessés parmi ses membres, s'incline devant ceux qui sont tombés en défendant la cause de la liberté. Le gouvernement porte la pleine responsabilité de leur mort. Car c'est lui qui, au moment où l'O.A.S. multiplie ses attentats, a décidé d'in- terdire une démonstration des travail- leurs parisiens et de jeter contre elle les tristement célèbres brigades spé- ciales. »

« Le P.S.U. appelle la population pa- risienne à répondre aux mots d'ordre qui seront lancés par les syndicats et les organisations politiques et l'invite à exiger dès maintenant :

- « — le châtimement des assassins,
- « — la dissolution des brigades spé- ciales ;
- « — la démission du ministre de l'Inté- rieur et la révocation du préfet de poli- ce ».

Douze ans après, justice n'est pas encore rendue. Les huit morts de Charonne, parmi lesquels il y a eu trois femmes et un adolescent de seize ans, n'ont pas été vengés. Je maintiens for- mellement l'accusation lancée alors. Si M. Papon, aujourd'hui député du Cher, a toujours bien dormi, c'est qu'il est doté d'un sommeil robuste. Peu d'hommes qui ont assumé de lourdes responsabilités auraient voulu être à sa place. Les seules sanctions prises l'ont été contre la presse communiste.

L'*Humanité*, datée du 9 février, est parue avec de « larges blancs », la po- lice ayant fait saisir peu après minuit les premières éditions du journal.

La même mesure a été prise à l'en- contre des quotidiens communistes de province, notamment la *Marseillaise*, la *Liberté*, *Ouest-Matin*, *l'Echo du Centre*, la *Marseillaise du Berry* et du jour- nal *Libération*.

La fédération nationale de la presse française « proteste de façon béhé- mement contre la saisie de journaux, contraire aux institutions républicaines. Elle attire l'attention du gouverne- ment sur l'atteinte qu'en éprouve la presse entière, toutes opinions politi- ques confondues ».

C'était, on en conviendra, une cu- rieuse façon de lutter contre l'O.A.S.

Edouard DEPREUX ■

Bon de commande  
je désire recevoir le livre d'Edouard De- preux au prix spécial Syros  
nom :  
adresse :  
ci-joint chèque de 22 F

## éditions Syros

Les textes du Conseil National  
— pour l'unité populaire  
— pour le socialisme autogestionnaire  
(l'unité : 5 F - par 10 : 4,50 F)

### critique socialiste

n° 17 - 8 F

● Spécial lip :  
« on fabrique, on vend,  
on se paie »

● Chili :  
« une expérience ? »

toute commande :  
9 rue Borromée -  
75015 - PARIS  
CCP. 19.706.28 Paris



2.800.000 exemplaires !

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturel- lement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour en images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qui que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62  
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS  
CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F  
Aucun envoi n'est fait contre rembt, ni payable à réception

Veuillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

N° .....  
Adresse .....  
Mode de règlement .....

## BALADE AUTOUR DE LA CHANSON

# 3. Salut, ô grand SACEM !

**Désolé, messieurs de la SACEM, on ne peut faire une balade dans la chanson sans arriver à la porte de vos locaux de la rue Chaptal. Que la chanson soit depuis longtemps aux mains des capitalistes, c'est évident. Ce qui reste à démontrer, c'est que la SACEM contribue avec ses moyens propres à l'abêtissement du public et à la gloire du capital.**

**P**remière constatation : la SACEM rassemble pêle-mêle les compositeurs, les auteurs et les éditeurs. Donc, des artistes et des commerçants.

De quels commerçants s'agit-il ? Des « **éditeurs papiers** ». Un mot d'explication : avant qu'on invente le disque, la diffusion des chansons se faisait par l'intermédiaire des « **petits formats** », le public achetait « **la partoché** ». Les éditeurs de ces petits formats, ce sont eux, les éditeurs de la SACEM. Donc, a priori, les producteurs de disques sont exclus de la SACEM.

Ils ne le sont qu'en apparence : chaque maison de disques est doublée d'une maison d'édition papier. Et voilà ce qui peut se passer quand un jeune artiste se présente dans une maison de disques : « **cher ami, lui dit le directeur artistique, nous allons vous enregistrer votre premier disque. Mais vous allez nous signer un contrat d'édition-papier** ».

L'édition-papier sera **bidon**, car évidemment les « **petits formats** » n'intéressent personne. Mais ce contrat autorise la maison de disques à récupérer entre 33 et 50% de tous les droits d'auteurs (radio, télé, et disque) du jeune artiste. S'il refuse, eh bien, pas de disque. Vu ?

Ces « **éditeurs** » siègent donc à la SACEM dont le système de cooptation (la SACEM est une association privée) favorise évidemment les notables : il faut être membre depuis plusieurs années et toucher un certain chiffre de

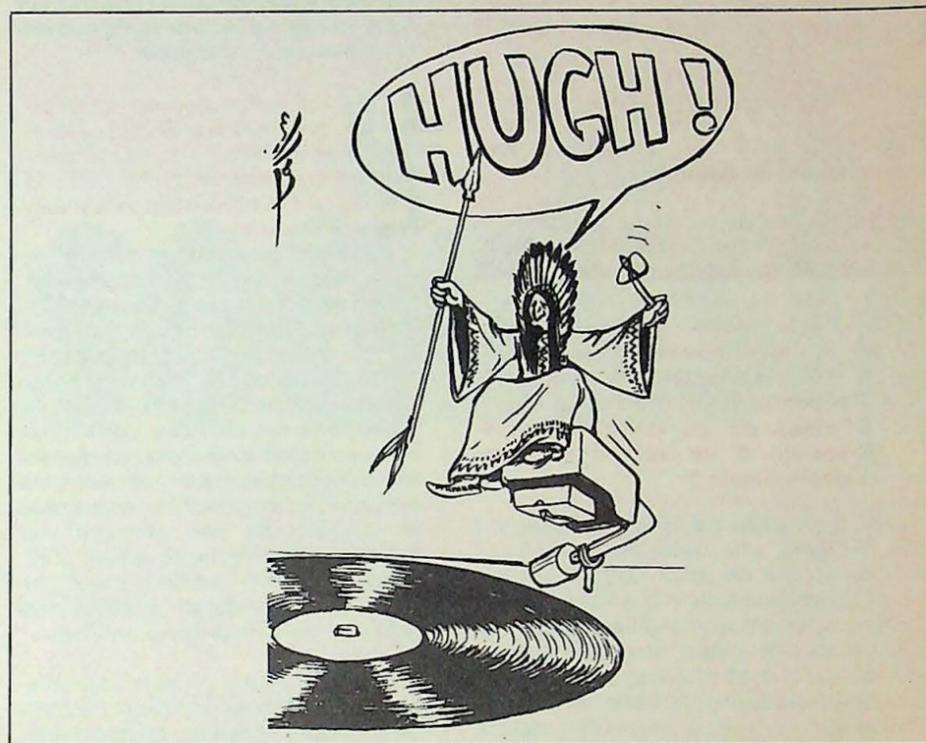
droits pour avoir le droit de vote et avoir encore plus d'ancienneté et encore plus de droits pour être éligible au conseil d'administration. La SACEM est donc fatalement conduite à respecter les volontés de ces « **mandants** » qui eux-mêmes, par facilité, jouent évidemment le jeu du capital : du simple et du vite fait. La SACEM se préoccupe par exemple beaucoup en ce moment de la musique d'ambiance dans les magasins qui représente une part croissante de ses rentrées (conforme à l'accroissement de l'implantation des grandes surfaces).

### enrichir les riches

Deux exemples des règlements de la SACEM : vous êtes un artiste débutant. Pas le sou, pas connu, mais génial. Vous décidez d'organiser à vos frais un concert où vous ne jouerez que vos propres œuvres. Il vous faudra payer à la SACEM 8,80 % de votre recette. Sur ces 8,80 %, la SACEM retiendra ses frais de fonctionnement (combien ? 20 %, 30 %, 40 % ? A la SACEM, on est très vague sur ce point) et vous retournera un an après vos droits d'auteur ou ce qu'il en restera.

Votre jeune talent servira donc à nourrir la SACEM dont les bénéfices sont par ailleurs répartis d'une manière qui enrichit les riches. Si les gains annuels de Pierre Delanoë sont de 1 000 et les vôtres de 1, sur les bénéfices éventuels de la SACEM, Delanoë touchera 1 000 et vous un.

Est-il exagéré de dire que la SACEM



est dans ces conditions un obstacle à l'éclosion des jeunes talents artistiques ?

Un autre exemple et celui-là autrement grave : le jury de l'**Eurovision** est constitué de représentants de l'ORTF et de la SACEM. Or, l'ORTF fait signer aux candidats à l'**Eurovision** un contrat qui stipule que la chanson gagnante du concours sera considérée comme étant « **éditée** » par l'Office. C'est-à-dire que l'ORTF ramassera au passage 12,5 % des droits d'auteurs sur toutes les diffusions de cette chanson. Autant dire que l'ORTF fait payer à l'auteur le droit de passer à la radio. Son rôle de service public est ici scandaleusement dévoyé. Mais la SACEM ne dit rien. (Et si cette pratique se généralisait ? Qu'en serait-il de la défense des auteurs devant ces « **éditeurs** » tous puissants ?)

Voilà. C'est ça la SACEM. On aurait tort de considérer cet organisme comme un inoffensif distributeur des droits ou comme une sorte d'association de promotion artistique. Tout est organisé pour servir les gros toucheurs. Que ceux-ci se plient aux lois du marché, c'est évident. Mais la SACEM ne fait rien contre ces lois du marché. Pas plus qu'elle n'investit réellement pour susciter la création artistique. Toute tentative pour changer la politique culturelle en France passe obligatoirement par une remise en cause de la SACEM, de son corporatisme étroit et aussi de la notion du droit d'auteur et du droit d'édition. Cette société, créée à la fin du XIXe siècle pour organiser la consommation de chansons, devra être réformée si l'on veut en finir avec la consommation et revenir à l'œuvre d'art.

(à suivre)

Jacques BERTIN ■

## vite dit

● **ALAIN STIVELL** était l'invité d'une association basque pour un concert le dimanche 10 mars. Le palais municipal des sports avait été retenu. Une semaine avant le spectacle, l'association annule sous prétexte qu'il y a trop de spectacles dans la région. Stivell décide alors de produire lui-même ce concert. Surprise : la mairie déclare que le palais des sports n'est plus libre. Stivell demande alors un terrain pour planter un chapiteau : par lettre, le maire de Bayonne lui annonce qu'il n'y a ni palais des sports, ni salle, ni terrain libre, ni rien. Peut-être le maire a-t-il eu peur que le préfet ait peur que la fête des Bretons ne devienne subrepticement la fête des Basques ?

● Le « **QUOTIDIEN DE PARIS** », journal lancé par l'ancienne équipe de « **Combat** » et dirigé par Philippe Tesson sortira le 2 avril. On prévoit un tiers de pages culturelles. Le lecteur type aura entre 20 et 28 ans, un « **niveau intellectuel élevé** » et « **ne votera pas pour le gouvernement** ».

● **SON, ALIENATION ET SUBVERSION** : « **Le son, aliénation ou subversion** » ? question posée par le groupe d'action musicale de la MJC de Maurepas à Rennes (rue Mirabeau, Rennes 35 000). Et une vingtaine de pages bien présentées et faciles à lire, un tour d'horizon sur le rôle que la musique pourrait jouer et celui qu'elle joue dans notre société : « **Il y a contradiction entre le fait que nous disposons de moyens de production du son correspondant à un niveau de développement des forces productives**

(électroniques en particulier) et le fait que le langage musical diffusé correspond à celui du 19e siècle ». Pourquoi ? Devinez. Si vous voulez savoir comment l'idéologie dominante s'impose par la musique, procurez-vous ces vingt pages. L'auteur décrit aussi ce que peut être un travail d'initiation musicale non répressive. Y a vraiment tout ! Impeccable.

● **MAGNY** : Colette Magny chantera à la salle Wagram les 24, 25 et 26 avril (21 heures). En compagnie de **Frank Wright** et **Alan Silva**. C'est rare de voir Colette Magny sur scène à Paris. Qu'on se le dise.

● **ALENÇON** : un centre socio-culturel était géré par une association locale groupant des habitants du quartier (ZUP nouvellement construite). Les objectifs de cette association étaient pour l'essentiel : faire du centre socio-culturel un lieu de libre expression ouvert à tous, où puissent se tenir toutes réunions d'information et d'échange de toutes tendances (associations diverses, parents d'élèves, accueil des émigrés, réunions d'information politique, d'action éducative ou socio-culturelle...). Après avoir été victime de réduction de subventions, le centre vient d'être informé que la municipalité reprenait les locaux début avril. Il convient de signaler que le centre avait soutenu, il y a trois mois, l'action des habitants du quartier pour la défense du cadre de vie menacé par la suppression d'espaces verts par cette même municipalité.

Pour prendre contact : G. Chesnel, 15 rue Lamartine, 61000-Alençon.

● Des nouvelles de **DENIS BAUDOIN** (délégué à l'information). Voici l'opinion d'un confrère de la presse quotidienne traditionnelle qui « **essaya** » la délégation à l'information : « **On me fit une réponse nette mais ambiguë** ». Bon...

Denis Baudouin, également PDG de la **Sofirad**, a toujours considéré que sa mission à la délégation était temporaire. Surchargé de travail, il a donné sa démission du **Haut-conseil de l'audiovisuel** où il était membre du groupe « **dérogation au Monopole et Télédistribution** » (sic).

Une mission temporaire pour Baudouin-le-baroudeur. Mais qui le remplacerait ? Certaines personnes ont déjà pensé que Serge Maffert, l'ancien chef du service de politique intérieure de **France-Solr**... Serge Maffert ou : comment passer de l'information du gouvernement au gouvernement de l'information sans tourner sa veste.

● Nous avons reçu le dernier ouvrage d'**EDGARD PISANI** avec la dédicace suivante « **A Monsieur Couve de Murville qui m'a tant appris et auquel je demeure fidèle** ». Erreur d'aiguillage. Il y a un gars chez Albin Michel qui va se faire mal voir ! Nous imaginons la tête de Couve quand il recevra la dédicace de Pisani à Michel Rocard...

## TELECINE

le mensuel des militants qui veulent maîtriser l'audio-visuel

**SPECIMEN GRATUIT**

(faire référence à Tribune Socialiste). à demander à « **Téléciné** » 49 faubourg Poissonnière 75009 Paris

Les classiques du **MARXISME-LÉNINISME** aux prix les plus bas.

Vous les trouvez à la **Librairie LE PHENIX** 72 Bld de Sébastopol PARIS 3ème

(Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao-Tsé-Toung).

# 4

## Questions à Robert Chapuis

**1 - Voilà plusieurs mois maintenant qu'un débat s'est instauré entre le Parti communiste et le PSU. Quel est l'objet de ce débat? Peut-il aboutir à un accord et dans quels délais?**

**Robert Chapuis :** C'est en effet le 3 octobre, une semaine après une rencontre de deux délégations représentatives du PCF et du PSU, que des groupes de travail communs ont été mis en place. Il est vite apparu qu'il n'y avait pas d'accord stratégique possible entre les deux organisations : le PCF situe son action dans le cadre du Programme commun qu'il a établi avec le Parti socialiste en vue « d'instaurer une véritable démocratie politique et économique » (comme le dit le préambule du Programme) ; et pour notre part, nous situons notre action dans la ligne du socialisme autogestionnaire, qui implique, au départ de toute expérience de gauche, de nouvelles formes de pouvoir — y compris au niveau de l'Etat — et de développement.

Mais il est apparu en même temps que, face au régime et pour faire échec à la politique réactionnaire du pouvoir, nos deux organisations avaient défini de part et d'autre un certain nombre d'objectifs concrets d'action : des convergences se manifestaient ; il était possible de les exprimer, autour de quelques grandes questions concernant le travail, la vie sociale et l'Europe. Il était possible aussi d'aboutir ensemble à un certain nombre d'analyses et de constats.

Un travail important a déjà été réalisé : il me semble que les différentes contributions des groupes devraient être rassemblées en un texte unique dans le courant du mois d'avril. Il restera aux deux partis à donner leur

## Sur le débat PC-PSU

accord sur ce texte, ce qui paraît envisageable à l'heure actuelle. Il est vrai que les expériences passées ne sont pas très encourageantes : pour les élections municipales de mars 70, l'accord n'a pu se réaliser au dernier moment sur le texte définitif, malgré une élaboration commune pendant plusieurs semaines. Aujourd'hui, néanmoins, on peut penser que l'idée d'une unité d'action offensive, sur une base populaire, a fait de grands pas et que l'on ne peut faire au régime le cadeau de nos désaccords en ce domaine.

**2 - Les divergences stratégiques entre le Parti communiste et le PSU sont connues. Quels peuvent donc être le sens et les bases d'une discussion commune?**

**R.C. :** Nous ne sommes pas en période électorale et des présidentielles ne se traitent pas comme des législatives. La conjoncture est donc un peu moins à la compétition entre les organisations ou les courants qui divisent la gauche : l'unité populaire a peut-être ses chances. Les travailleurs ne comprendraient pas que les organisations qui leur sont liées, ne pensent qu'à se déchirer entre elles et oublient de leur proposer les moyens d'unifier leurs luttes, d'affirmer leur force collective au moment où l'oppression capitaliste se renforce dans tous les domaines.

Nous refusons au Parti communiste le droit de se proclamer le parti de la classe ouvrière, mais il serait absurde de contester le fait qu'il joue un rôle politique déterminant à l'égard de la classe ouvrière. Le PSU est, non seulement à nos yeux, mais de plus en plus aux yeux de tous, un parti de classe étroitement lié aux diverses formes de la lutte de classes dans notre société : le socialisme autogestionnaire représente, pour la classe ouvrière, une référence de plus en plus forte et significative.

Un accord, même limité, entre le PCF et le PSU, sur un certain nombre d'objectifs communs contribuerait certainement à une mobilisation populaire sur une base de classe : il manifesterait une étape nouvelle dans la prise de conscience des masses et ouvrirait au socialisme une chance de réalisation supplémentaire. Or, pour nous, la révolution est l'affaire des masses : le rôle des organisations ouvrières est de libérer leur initiative. Il nous faut voir comment jouer ce rôle non dans des conditions idéales ou dans un autre pays, mais dans notre société telle qu'elle est, *hic et nunc*... Il se joue dans les luttes bien sûr, mais aussi dans les rapports entre organisations. Si ces rapports, par la définition d'objectifs d'action, peuvent se rapprocher des luttes, que demander de mieux ?

**3 - Comment se situe le débat avec le PC par rapport à la proposition d'un Pacte d'unité d'action anticapitaliste qui s'adresse à l'ensemble des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier?**

**R.C. :** En proposant un tel pacte lors de notre dernier Conseil national, nous avons voulu contribuer à placer l'unité sur son véritable terrain, là où les travailleurs peuvent exercer directement leur contrôle et leur action. Le capitalisme connaît des contradictions importantes, à l'échelle nationale et internationale : lui laisserons-nous le temps de les résoudre ou en profiterons-nous pour faire passer l'offensive ouvrière sur le plan politique ?

Nous ne pouvons attendre que le mouvement ouvrier ait réglé ses propres contradictions, léguées par l'histoire ou les conditions de la lutte des classes en Europe. Il nous faut, dès que cela se peut, engager les dialogues utiles, montrer que l'unité d'action est possible, malgré les divergences stratégiques. Notre « contentieux » avec le PCF depuis mai 68 est connu : un accord avec lui traduirait clairement qu'il existe une issue et que la voie est ouverte pour l'unité de combat entre l'ensemble des forces populaires.

Le pouvoir s'efforce d'enfermer la gauche dans le débat entre communistes et non-communistes. La perspective de l'autogestion socialiste implique au contraire un débat en termes de classe et non plus seulement de partis. D'où une double exigence :

— affirmer l'autonomie du courant socialiste autogestionnaire, ce qui se mesure aussi dans sa capacité de dialogue avec le PCF, avec ses conceptions de la démocratie et du socialisme : ainsi éviterons-nous les pièges que nous tend la bourgeoisie qui ne dédaignerait pas de récupérer l'autogestion en la vidant de son contenu de classe. L'unité d'action conflictuelle avec le PCF est un aigillon utile pour les socialistes autogestionnaires.

— ne pas nous en tenir à des accords entre partis : les organisations syndicales doivent être parties prenantes de l'unité d'action, tout en conservant la fonction qui leur est propre. La polémique entre la CGT et la CFDT aura été utile si elle permet de mesurer l'importance politique que peuvent avoir leurs divergences, mais aussi du même coup leurs convergences dans l'action.

Notre espoir, c'est qu'un accord, s'il se conclut entre le PCF et le PSU, ouvre la voie à des accords plus larges entre les forces populaires, syndicales et politiques, afin d'opposer

à la politique commune du pouvoir et du patronat une unité d'action offensive de l'ensemble des travailleurs. La réalité se chargera de montrer qu'elle n'est utile et possible que sur une base anti-capitaliste.

**4 - Les signataires du Programme commun viennent de proposer, après le PSU, un certain nombre d'objectifs d'action dans la période actuelle. Un débat ne paraît-il souhaitable et possible sur ces objectifs ?**

**R.C. :** Précisons bien d'abord notre position à l'égard du Programme commun. A nos yeux, c'est un contrat de gouvernement passé entre le PC et le PS, et auquel se sont ralliés les Radicaux de Gauche. Nous ne l'avons pas signé et nous avons expliqué pourquoi. Nous le considérons comme un fait et nous n'entendons nullement nous substituer aux parties contractantes pour en demander le changement ou l'amélioration.

Nous constatons seulement que ce contrat peut avoir un sens quand il s'agit de préparer la mise en place d'un gouvernement de gauche. A l'heure actuelle, il s'agit de lutter contre une vaste offensive lancée sur tous les plans par le capitalisme pour sauver sa mise ; il s'agit aussi de lutter contre un régime qui est prêt à se maintenir par tous les moyens, y compris la force et la répression. Nous n'en sommes pas à voir comment installer un gouvernement de gauche ! Le Programme commun ne correspond donc pas à la situation, même pour ses propres signataires. C'est pourquoi, ils doivent rechercher à leur tour la définition d'un certain nombre d'objectifs d'action.

Quand on voit les cinq mesures proposées le 19 mars, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit plutôt de préparer une action de type parlementaire en conformité avec la nature du Programme commun. Néanmoins, c'est une première tentative : d'autres peuvent la suivre, en vue d'une action qui engage les travailleurs eux-mêmes, en relation avec leurs luttes, leurs revendications, leurs aspirations ; nous ayons nous-mêmes, les 16 et 17 mars, proposé des objectifs d'action. On peut imaginer que le dialogue entre CGT et CFDT se termine mieux qu'il n'a commencé et propose également des éléments de plateforme. Dans les semaines à venir, le débat sur les objectifs va nécessairement s'ouvrir et s'élargir. A travers lui, nous en avons le sentiment, s'ébauche la contre-offensive des forces populaires qui permettra de faire face aux échéances politiques et sociales que le pouvoir devra bien affronter. C'est en dire l'importance non seulement pour nous, mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier. ■

# 2826

dont (seulement) 56 cette semaine. On n'est jamais contents, vous allez dire. Ben c'est vrai, quoi : on avait dit 1 nouvel abonné par militant et on s'es-souffle avant le cap des 3 000 ! Attention, la campagne spéciale va devoir arrêter !

## NOUVEAUX ABONNES

un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 60 F

(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris  
C.C.P. Paris 5.826.65